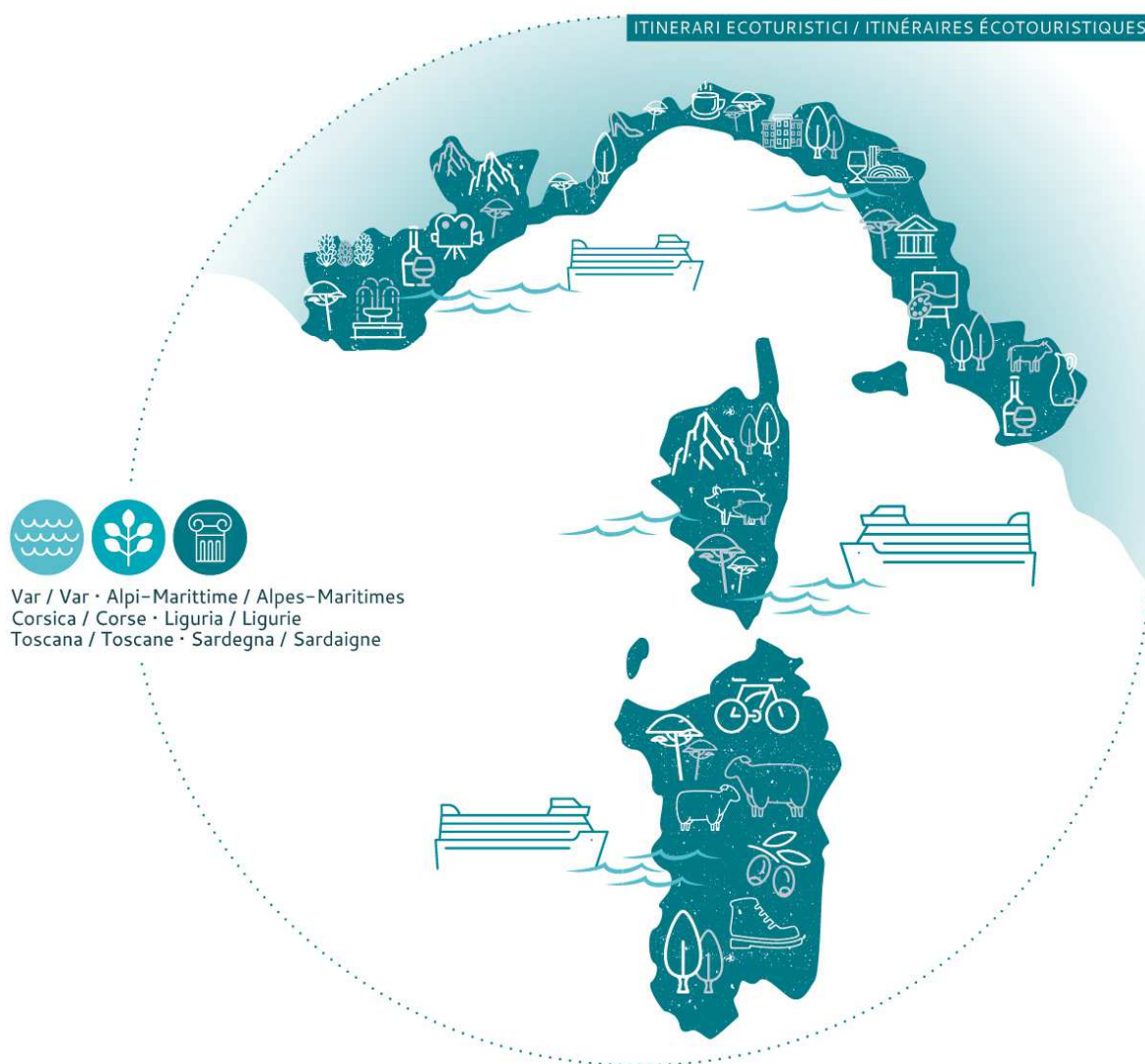


# Composante T

## Activité T.1.1

### Produit T.1.1.1

# “ Rapport sur l'état des des lieux Européen en matière des Règlements et des marches touristiques”



**Etude réalisée par:**

Ing. Mme Barbara Dessì

**Pour la Société:**

Regione Autonoma della Sardegna  
BIC Sardegna S.p.A.

Rapport du 12.12.2017

## Sommaire

Assistance spécialisée pour les analyses de la normative et des certifications de qualité en matière d'éco-tourisme...4	
Introduction .....	4
Classement et définition d'éco-tourisme .....	6
Analyse de la normative communautaire, nationale et régionale sur l'éco-tourisme .....	8
Documents de base .....	8
Législation nationale .....	12
Législation régionale .....	12
Critères pour la sélection de la typologie de labels écologiques ou éco-touristiques .....	14
Une brève référence aux labels écologiques et certifications environnementales .....	14
Certifications pour les navires de croisière .....	16
Bref commentaire sur les incidences du tourisme de croisière et les outils de certification.....	16
La certification environnementale des navires de croisière de luxe – Le cas du port de Cagliari .....	17
Certification environnementale des ports.....	20
Les orientations à niveau national pour la durabilité environneemntale des ports – Le cas de l'Italie.....	20
L'engagement des chambres de commerce pour la certification environnementale des ports de la Région Provence, Alpes, Côte d'Azur .....	20
La certification environnementale des ports – Etat actuel.....	21
Certification environnementale des structures hôtelières et extra hôtelières.....	22
La certification environnementale des structures d'accueil – Etat actuel .....	22
Fiches détaillées des labels écologiques, des règles et des règlements .....	24
Fiches des règles pour la gestion environnementale des procédés.....	24
D'autres labels écologiques et des études de cas .....	29
Certification des transports à terre pour les croisiriestes .....	30
Etude de cas – Au niveau national: l'Allemagne.....	30
Des études de cas régionales et locales du projet Destinations - Civitas 2020 .....	31
Certification environnementale des destinations touristiques .....	33
L'Empreinte Ecologique en tant que outil pour la durabilité environnementale des destinations touristiques ....	33

secteur touristique .....	33
La certification des espaces naturels et des parcs .....	35
Etat actuel des certifications des parcs .....	37
Certifications de durabilité des événements.....	38
Des exemples significatifs en France .....	39
Des exemples en Sardaigne.....	40
Certification des côtes.....	40
Prix et agréments dans le cadre du tourisme durable.....	41
Conclusions.....	45
Sitographie et bibliographie raisonnées.....	47



## Assistance spécialisée pour les analyses de la normative et des certifications de qualité en matière d'éco-tourisme

### Introduction

Le susdit rapport a été écrit après la signature de la convention avec la Société BIC Sardegna et tient compte de toutes les indications qu'ont été données au cours de la mise en œuvre des tâches avec l'objectif de satisfaire les exigences d'approfondissement montrées par les partenaires régionaux du Projet PC Maritime IT-FR – 2014-2010 – ItinERA.

Dans ce rapport on trouvera les analyses réalisées sur les labels écologiques présents sur les territoires impliqués tels que Sardaigne, Toscane, Ligurie, Corse, Provence, Alpes, Côte d'Azur ; en outre on pourra consulter un *excursus* sur les règles en matière de tourisme durable y appliqués. Enfin, on a considéré vraiment important et significative de analyser le secteur des agréments et des prix (*awards* en anglais) qui constituent des reconnaissances pour l'engagement des territoires et/ou des acteurs qui ont participé pour la mise en œuvre des activités de production, promotion ou l'utilisation de formes de tourisme durable, même en représentant des modalités différentes de "certification" des activités de durabilité environnementale, sociale et culturelle.

Les contenus de ce rapport ont été intégrés avec une série d'études de cas, qu'ont été sélectionnés par exemple en Allemagne et Espagne, qui se caractérisent par des contextes plus vertueux) avec l'objectif de favoriser la réflexion sur des possibles solutions ou des actions innovatrices à prendre en considération au moment de l'élaboration de lignes directrices pour une commune définition des itinéraires éco-touristiques parmi les régions impliquées dans ce projet.

Les activités réalisées sont les suivantes:

1. brève introduction du concept d'écotourisme pour la définition du contexte d'étude;
2. identification des critères pour la sélection de la typologie de labels écologiques ou écotouristiques sur lesquels on doit focaliser l'analyse à l'état actuel ;
3. identification de l'état actuel des labels éco-durables des territoires impliqués dans ce projet pour les activités d'accueil et extra et pour les autres activités, pour les sites/organismes impliqués dans la filière du tourisme de croisière (voyages en croisière, services portuaires, mobilité sur les territoires, événements, sites d'intérêt touristique) ;
4. création de fiches de synthèse des labels écologiques et des schémas de certification en matière environnementale, susceptibles d'être adoptés par des organisations/organismes (municipalités, organismes pour la gestion des parcs et

réserves naturelles, etc.), appliqués dans le territoire de référence et brève analyse critique ;

5. analyse des prix/agréments obtenus dans le cadre du tourisme durable ;
6. identification d'études de cas significatifs pour l'analyse d'expériences mises en marche sur d'autres territoires; même s'ils font référence à d'autres labels écologiques ou des secteurs spécifiques (par exemple : la mobilité) ;
7. création d'une base de données des règles, des règlements et des documents en matière de tourisme et tourisme durable appliqués à niveau européen, national (en Italie et en France) et à niveau régional (en Sardaigne, Toscane, Ligurie, Corse, PACA);
8. bibliographie et sitographie de référence raisonnées.

## Classement et définition d'éco-tourisme

Le Projet PC Maritime IT-FR – 2014-2020 – ItinERA – Itinéraires Eco-touristiques en Ligne pour Accroître la Compétitivité des PME et la qualité des services” et son intérêt principale pour la thématique de l'éco-tourisme on peut l'insérer à l'antérieur de ce changement si important faisant référence au modèle de développement durable (introduit en 1987 par le Rapport Brundtland - *Our Common Future*) qui identifie celui-ci comme cette typologie de développement capable de satisfaire les besoins de la génération actuelle sans porter atteinte aux exigences des générations futures.

A l'occasion du Sommet Onu sur la thématique "Environnement et développement" qui a eu lieu à Rio de Janeiro en 1992 (*Earth summit*) a été développé et intégré le concept de développement durable qui inclut non seulement une attention particulière pour les aspects environnementaux, mais aussi l'attention aux problématiques liées à la justice économique et à l'équité sociale.

Les effets de l'action locale sur le système global représentent un inédit schéma de raisonnement pour les processus de développement des populations, des activités et des territoires introduit au cours de la Conférence de Rio et avec le Programme d'Action 21 on expose les lignes directrices (dans le secteur social, culturel, environnemental et économique) sur lesquelles doivent se baser les projets de développement durable.

Les différentes étapes institutionnelles du tourisme durable sont les suivantes: Rapport Brundtland (1987); Sommet de Rio de Janeiro (1992); Charte du tourisme durable de Lanzarote (1995); Programme d'Action 21 pour les voyages et le tourisme (1996); Code mondiale d'éthique du tourisme (1999); Déclaration du Québec sur l'éco-tourisme (2002); Déclaration de Davos sur le changement climatique et le tourisme (2007). Ces étapes constituent des déclarations d'intention à faible pouvoir réglementaire mais qui toutefois représentent un changement fondamental à l'intérieur du modèle touristique fordiste.

Le modèle de éco-tourisme est lié à l'évolution déjà exposée et il a été défini pour la première fois en 1988 lorsque l'Organisation Mondiale du Tourisme établit que "les activités touristiques sont durables quand elles sont réalisées de façon à rester vitales sur une zone touristique et pour une période de temps illimitée, s'elles n'altèrent pas l'environnement (naturel, social et artistique) et s'elles n'empêchent pas le développement des autres zones sociales et économiques".

Après cette première définition, ont été données des autres définitions aux différentes nuances qui progressivement ont introduit l'attention sur le développement local associé au tourisme et aux aspects sociaux. En consultant la littérature existante à ce propos, on peut trouver des dénominations différentes telles que: tourisme alternatif, tourisme social, tourisme équitable, tourisme responsable, tourisme de communauté, slow tourisme, éco-tourisme. Les principes

directeurs communs à ces typologies de tourisme sont représentés par les valeurs et les pratiques touristiques basées sur les principes de la durabilité tels que :

- gestion rationnelle des ressources environnementales, sauvegarde de la biodiversité et du patrimoine naturel;
- respect du patrimoine socioculturel des communautés accueillantes;
- préservation du patrimoine architectonique et culturel local;
- attention à la compréhension et à la tolérance des différences culturelles;
- *gouvernance* locale des activités et attention à une équilibrée répartition des opportunités et du revenu qui dérivent du tourisme dans la société locale.

Dans le cadre de ces définitions s'insèrent les labels écologiques des produits, des services et les certifications des systèmes d'organisation du secteur touristique, considéré la quatrième cause de pollution environnementale et de production de CO<sub>2</sub>, après les consommations domestiques, de la mobilité ou qui dérivent de l'alimentation (Consumption and Environment 2012). Les majeures responsables de l'impact du tourisme sur l'environnement sont les transports, surtout l'avion et la voiture, qui produisent 75% des émissions de CO<sub>2</sub>.

Ce sont responsables de la pollution aussi les structures d'accueil qui produisent 21% des émissions de CO<sub>2</sub> lié au système touristique dans son ensemble (Source: UNWTO-UNEP Rapport 2008, Changement Climatique et Tourisme).

## Analyse de la normative communautaire, nationale et régionale sur l'éco-tourisme

L'analyse schématisée de la normative sous-indiquée constitue un outil de référence pour la compréhension du contexte d'intérêt.

Les fiches ci-après concernent non seulement les normes obligatoires, mais aussi les documents qui ont guidé et déterminé la définition des principes du tourisme durable. Les sources auxquelles on a fait référence sont les suivantes : le Site web de l'Istituto Superiore per la Protezione e la Ricerca Ambientale (ISPRA) (Institut Supérieur pour la Protection et la Recherche Environnementale italien), le site web de l'Organisation Mondiale du Tourisme (United Nations World Tourism Organization), le site web de l'Union européenne – Direction Générale « Environnement », et les sites web institutionnels de la Regione Sardegna, Toscana et Liguria.

### Documents de base

<b>PROGRAMME D'ACTION 21</b>	<a href="http://www.sinanet.isprambiente.it/gelso/files/agenda-21.pdf">http://www.sinanet.isprambiente.it/gelso/files/agenda-21.pdf</a>
<p>COMMANDITAIRE: ONU, Sommet Mondiale sur l'Environnement et le Développement</p> <p>LIEU ET DATE: Rio de Janeiro, Brésil. 1992</p> <p>DESCRIPTION: avec la susdite Conférence on jette les bases pour la mise en marche d'un parcours de durabilité capable de combiner développement et thématiques environnementales. L'approbation du Programme d'Action 21, qui constitue le Plan d'Action pour le XXI siècle, parmi les actions à réaliser vise à promouvoir le rôle du tourisme pour la sauvegarde des ressources naturelles.</p>	
<b>CHARTE DE LANZAROTE</b>	<a href="http://www.sinanet.isprambiente.it/gelso/files/carta-lanzarote-1995.pdf">http://www.sinanet.isprambiente.it/gelso/files/carta-lanzarote-1995.pdf</a>
<p>COMMANDITAIRE: WTO, UNEP, UNESCO, EU, Conférence Mondiale du Tourisme Durable</p> <p>LIEU ET DATE: Lanzarote, Espagne. 1995</p> <p>DESCRIPTION: La susdite Charte établit les principes qui sont à la base du tourisme durable et en fixe les priorités et les objectifs. Elle s'adresse aux gouvernements pour l'adoption de Plans de développement durable dans le secteur du tourisme et propose de concrètes lignes d'action à mettre en marche. En outre, elle s'adresse aux opérateurs du secteur et aux touristes en les exhortant à adopter des nouveaux modèles de comportement, qui permettent une croissance rationnelle et responsable.</p>	
<b>DECLARATION DE BERLIN</b>	<a href="http://www.sinanet.isprambiente.it/gelso/files/dichiarazione-berlino-1997.pdf">http://www.sinanet.isprambiente.it/gelso/files/dichiarazione-berlino-1997.pdf</a>
<p>COMMANDITAIRE: Conférence Internationale des Ministres de l'Environnement sur la Biodiversité et le Tourisme</p> <p>LIEU ET DATE: Berlin, Allemagne. 1997</p> <p>DESCRIPTION: Déclaration d'intention conforme aux principes de la Convention sur la Diversité Biologique. On suggère la mise en marche de mesures capables de limiter les impacts négatifs du tourisme sur les ressources</p>	



naturelles, le respect des traditions culturelles et artistiques des communautés accueillantes et le développement de plans intégrés de gestion local du tourisme avec des perspectives à long terme.

<b>DECLARATION DE CALVIA'</b>	<a href="http://www.sinanet.isprambiente.it/gelso/files/dichiarazione-calvia-1997.pdf">http://www.sinanet.isprambiente.it/gelso/files/dichiarazione-calvia-1997.pdf</a>
<p>COMMANDITAIRE: Conférence internationale sur le Tourisme et le Développement Durable dans la Méditerranée</p> <p>LIEU ET DATE: Calviá, Espagne. 1997</p> <p>DESCRIPTION: Déclaration d'intention qui, comme la Déclaration de Berlin, soutient le respect de l'environnement naturel et artistique, suggère la mise en œuvre de mesures locales selon le Programme d'Action 21, en tant que outil principal pour le développement de plans intégrés et partagés, qui sont à la base de la vision globale de durabilité.</p>	
<b>DECLARATION DE MONTREAL</b>	<a href="http://www.sinanet.isprambiente.it/gelso/files/dichiarazione-montreal-1996.pdf">http://www.sinanet.isprambiente.it/gelso/files/dichiarazione-montreal-1996.pdf</a>
<p>COMMANDITAIRE: BITS – Bureau International du Tourisme Social</p> <p>LIEU ET DATE: Montréal, Canada. 1996</p> <p>DESCRIPTION: Selon la susdite Déclaration le tourisme social est à la base du développement durable dans le secteur du tourisme, dont les avantages sont accessibles à tous.</p>	
<b>DECLARATION DE MANILLE SUR L'IMPACT DU TOURISME SUR LA SOCIÉTÉ</b>	<a href="http://www.sinanet.isprambiente.it/gelso/files/dichiarazione-manila-1997.pdf">http://www.sinanet.isprambiente.it/gelso/files/dichiarazione-manila-1997.pdf</a>
<p>COMMANDITAIRE: WTO, Assemblée Générale</p> <p>LIEU ET DATE: Manille, Philippines. 1997</p> <p>DESCRIPTION: La susdite Déclaration porte sur les aspects sociaux du tourisme durable et vise à éliminer les inégalités sociales et l'exploitation dérivants des activités touristiques.</p>	
<b>PLAN D'APPLICATION DU SOMMET MONDIAL SUR LE DEVELOPPEMENT DURABLE</b>	<a href="http://www.sinanet.isprambiente.it/gelso/files/wssd-planimpl.pdf">http://www.sinanet.isprambiente.it/gelso/files/wssd-planimpl.pdf</a>
<p>COMMANDITAIRE: ONU, Sommet Mondial sur le Développement Durable</p> <p>LIEU ET DATE: Johannesburg, Afrique du Sud. 2002</p> <p>DESCRIPTION: Cette conférence mondiale affirme à nouveau la nécessité d'une complète mise en œuvre des plans du Programme d'Action 21 et des principes de la Conférence de Rio de Janeiro. Le Plan d'Application inclut des points concernant la mise en marche de plans pour le tourisme durable.</p>	



<b>DECLARATION DE QUÉBEC</b>	<a href="http://www.sinanet.isprambiente.it/gelso/files/dichiarazione-quebec-ecoturismo-2002.pdf">http://www.sinanet.isprambiente.it/gelso/files/dichiarazione-quebec-ecoturismo-2002.pdf</a>
<p>COMMANDITAIRE: WTO, UNEP, Sommet mondial d'Eco-tourisme</p> <p>LIEU ET DATE: Québec, Canada. 2002</p> <p>DESCRIPTION: Cette conférence mondiale affirme à nouveau les thématiques concernant les défis ou les objectifs du tourisme durable et les actions à mettre en marche dans le cadre de la promotion de l'éco-tourisme et des principes en matière de gestion des ressources naturelles.</p>	
<b>DECLARATION DE DJERBA</b>	<a href="http://www.sinanet.isprambiente.it/gelso/files/dichiarazione-djerba-2003.pdf">http://www.sinanet.isprambiente.it/gelso/files/dichiarazione-djerba-2003.pdf</a>
<p>COMMANDITAIRE: WTO, Première Conférence Internationale sur les Changements Climatiques et le Tourisme</p> <p>LIEU ET DATE: Djerba, Tunisie. 2003</p> <p>DESCRIPTION: Par la susdite Déclaration on reconnaît l'influence réciproque entre le tourisme et les changements climatiques et on souligne l'exigence de support aux recherches scientifiques et l'utilisation des technologies propres.</p>	
<b>LES PRINCIPES DU PNUE</b>	<a href="http://www.sinanet.isprambiente.it/gelso/files/unep-principles.pdf">http://www.sinanet.isprambiente.it/gelso/files/unep-principles.pdf</a>
<p>COMMANDITAIRE: PNUE</p> <p>DESCRIPTION: Nombreuses organisations internationales ont donné leur contribution à travers des études, rapports, déclarations visant à définir les principes et les objectifs du tourisme durable, les mesures à mettre en marche, les nouveaux comportements à promouvoir et les responsabilités. Le Programme des Nations Unies pour l'Environnement (PNUE) a élaboré un document sous forme de lignes directrices appelé les Principes PNUE, où les principes du tourisme durable ont été analysés en détail et où on suggère des recommandations utiles pour la gestion des activités touristiques.</p>	
<b>CODE MONDIALE D'ETHIQUE DU TOURISME</b>	<a href="http://www.sinanet.isprambiente.it/gelso/files/codice-etico-wto.pdf">http://www.sinanet.isprambiente.it/gelso/files/codice-etico-wto.pdf</a>
<p>COMMANDITAIRE: WTO. 1999</p> <p>DESCRIPTON: L'organisation mondiale du tourisme (WTO/OMT) a élaboré un Code Ethique du tourisme adopté en 1999 dont les principes sont la promotion du tourisme responsable et durable, accessible à tous et équitable en ce qui concerne le partage des bénéfices pour tous les secteurs de la société. De cette façon et selon ce code, le tourisme constitue une source d'enrichissement culturel et de valorisation du territoire, avantageuse du point de vue économique pour tous les pays et le communautés accueillantes.</p>	



<p><b>CHARTRE EUROPÉENNE DU          TOURISME DURABLE DANS LES          ESPACES PROTÉGÉS</b></p>	<p><a href="http://www.sinanet.isprambiente.it/gelso/files/carta-eu-turismo-durevole.pdf">http://www.sinanet.isprambiente.it/gelso/files/carta-eu-turismo-durevole.pdf</a></p>
<p>COMMANDITAIRE: Europarc. 1999</p> <p>DESCRIPTION: L'Europarc, Fédération des Parcs Naturels et Nationaux d'Europe, c'est une organisation paneuropéenne incluant plus de 500 espaces protégés européens qui se trouvent dans plus de 38 nations. Cette Charte, élaborée en 1999, en accord avec les priorités mondiales de l'action coordonnée pour le développement durable, se conforme aux principes de la Charte de Lanzarote et de la Convention sur la Diversité Biologique, en constituant de cette façon un outil pratique pour leur réalisation dans les espaces protégés. L'objectif de la susdite charte consiste à promouvoir la connaissance du territoire et du patrimoine culturel et à adopter une approche stratégique de développement durable dans le secteur du tourisme.</p>	
<p><b>GUIDE DE TOURISME DURABLE.          AMELIORATION DES CAPACITÉS          DE TOURISME DURABLE POUR          LE DEVELOPPEMENT DES PAYS          EN DEVELOPPEMENT</b></p>	<p><a href="http://www.e-unwto.org/doi/book/10.18111/9789284415496">http://www.e-unwto.org/doi/book/10.18111/9789284415496</a></p>
<p>COMMANDITAIRE: UNWTO, Commission Européenne. 2015</p> <p>DESCRIPTION: Ce document signé en 2015 par les Pays de l'ONU et inspiré des directives du Programme d'Action 2030 pour le développement durable, prévoit d'ici la fin 2030 la réalisation du développement durable dans le monde entier. Les objectifs établis par ce document sont 17 en tout et il vont de la <b>réduction de la pauvreté</b> à la <b>sauvegarde du patrimoine environnemental et culturel</b>, jusqu'à la <b>promotion de la paix</b>.</p>	
<p><b>COMITÉ MONDIAL D'ETHIQUE          DU TOURISME</b></p>	<p><a href="http://ethicsconventions.unwto.org/content/unwto-framework-convention-tourism-ethics-0">http://ethicsconventions.unwto.org/content/unwto-framework-convention-tourism-ethics-0</a></p>
<p>COMMANDITAIRE: UNWTO. 2017</p> <p><u><a href="#">A/RES/70/193</a></u> - The United Nations Resolution of International Year of Sustainable Tourism for Development:</p> <p>DESCRIPTION: A l'occasion de l'Assemblée XXII qui a eu lieu le 15.09.2017, les Etats Membres ont approuvé le document qui fait du Code Mondiale d'Ethique du tourisme une Convention Internationale. Cela représente un pas significatif visant à garantir que le tourisme se développera dans le respect du développement durable, des thématiques sociales, du développement local et favorisera la compréhension parmi les cultures différentes et donnera importance aux thèmes de travail.</p>	



## Législation nationale

Veillez consulter ci-après la législation de référence pour l'Italie

<b>LOY N° 135 DU 29 MARS 2001</b> "Reforme de la législation nationale du tourisme"	<a href="http://www.sinanet.isprambiente.it/gelso/files/legge-135-2001.pdf">http://www.sinanet.isprambiente.it/gelso/files/legge-135-2001.pdf</a>
DESCRIPTION : La susdite loi-cadre sur le tourisme prévoit des mesures de soutien pour la requalification des entreprises touristiques par rapport au développement de labels de qualité, certifications écologiques et la sauvegarde du produit touristique local.	
<b>DPCM DU 13 SEPTEMBRE 2002</b>	<a href="http://www.sinanet.isprambiente.it/gelso/files/dpcm2002.pdf">http://www.sinanet.isprambiente.it/gelso/files/dpcm2002.pdf</a>
DESCRIPTION: Ce Décret transpose l'accord parmi l'Etat, les régions et les provinces autonomes dans les principes d'harmonisation, valorisation et de développement du système touristique.	
<b>DPCM DU 16 FEVRIER 2007</b>	<a href="http://www.sinanet.isprambiente.it/gelso/files/dpcm-16-2-2007.pdf">http://www.sinanet.isprambiente.it/gelso/files/dpcm-16-2-2007.pdf</a>
DESCRIPTION: Le susdit Décret vise à identifier les interventions et la répartition des ressources mises à disposition par le biais de la loi de finances du 2007 pour l'adaptation de l'offre des entreprises d'accueil touristique et à la promotion de formes de tourisme respectueux de l'environnement.	
<b>DECRET LEGISLATIF N° 79 DU 23 MAY 2011</b> Code de la réglementation étatique en matière de droit et marché du tourisme	<a href="http://www.sinanet.isprambiente.it/gelso/files/dlgs-79-2011-codice-del-turismo.pdf">http://www.sinanet.isprambiente.it/gelso/files/dlgs-79-2011-codice-del-turismo.pdf</a>
DESCRIPTION: Le nouvel Code du tourisme poursuit la réorganisation, la coordination et l'intégration des dispositions législatives étatiques en vigueur.	

Veillez consulter ci-après la législation de référence de la France

<b>26 JUILLET 2017</b> <b>CONSEIL INTERMINISTÉRIEL DU TOURISME</b>	<a href="https://www.diplomatie.gouv.fr/IMG/pdf/dp_ci_toursime-ang_v3_cle494463.pdf">https://www.diplomatie.gouv.fr/IMG/pdf/dp_ci_toursime-ang_v3_cle494463.pdf</a>
DESCRIPTION: définition de la <i>feuille de route</i> du gouvernement pour le tourisme et des mesures à mettre en marche pour renforcer l'attractivité du tourisme français.	

## Législation régionale

Ci-après on pourra consulter les normes régionales du tourisme, qui établissent l'orientation des régions en matière de tourisme durable.

Sardaigne

<b>LOI RÉGIONALE N° 16 DU 28 JUILLET 2017,</b> "Normes en matière de tourisme"	<a href="http://consiglio.regione.sardegna.it/XVLegislatura/Leggi%20approvate/lr2017-16.asp">http://consiglio.regione.sardegna.it/XVLegislatura/Leggi%20approvate/lr2017-16.asp</a>
---	---

DESCRIPTION: Loi pour promouvoir et soutenir le tourisme en tant que secteur prioritaire pour le développement socio-économique et durable de la Sardaigne. La susdite loi vise à : réorganiser le secteur touristique régional; reconnaître le rôle stratégique du tourisme pour le développement économique durable du territoire et de tous les secteurs de production s'y rapportant ; promouvoir l'intégration économique et sociale du territoire ; valoriser et promouvoir les rapports entre le secteur du tourisme et les ressources naturelles, culturelles et identitaires ; favoriser l'offre intégrée de produits/thématiques par une approche systémique.

## Toscane

<b>LOI RÉGIONALE N°86 DU 20 DÉCEMBRE 2016, "Texte unique sur le système touristique régional"</b>	<a href="http://raccoltanormativa.consiglio.regione.toscana.it/articolo?urndoc=urn:nir:regione.toscana:legge:2016-12-20;86">http://raccoltanormativa.consiglio.regione.toscana.it/articolo?urndoc=urn:nir:regione.toscana:legge:2016-12-20;86</a>
DESCRIPTION: La susdite Loi reconnaît le rôle stratégique du tourisme pour le développement économique durable, la promotion et la valorisation du territoire; vise à promouvoir et à valoriser l'image unitaire du système touristique de la Toscane; concevoir et mettre en œuvre des politiques de gestion coordonnée des ressources touristiques ; favoriser l'amélioration et l'élargissement de l'offre touristique et d'accueil même par le support de l'innovation technologique et d'organisation de ce secteur ; favoriser le renforcement structurel du système d'offre touristique ; définir les lignes politiques à suivre pour la réalisation du tourisme durable du point de vue environnemental, économique et social ; identifier, promouvoir et valoriser toutes les formes de tourisme à thème o sectoriel. Cette loi analyse aussi le sujet du tourisme accessible.	

En ce qui concerne les autres lois de la Toscane, Veuillez consulter le site web suivant:  
<http://www.regione.toscana.it/impreset/turismo/osservatorio-del-turismo>

## Ligurie

<b>DÉCISION N.24 DU27 NOVEMBRE 2012</b>	<a href="https://www.regione.liguria.it/homepage/turismo/competenze-regionali-in-materia-di-turismo/turismo-normativa.html">https://www.regione.liguria.it/homepage/turismo/competenze-regionali-in-materia-di-turismo/turismo-normativa.html</a>
DESCRIPTION: le Conseil régional de la Ligurie a approuvé le Plan touristique régional pour la période 2013-2015 et, conformément à ce qu'à été prévu par la programmation régionale, il est suivi par le Plan annuel de promotion touristique de compétence de l'Agence "In Liguria".	
<b>LOI RÉGIONAL N° 28 DU 4 OCTOBRE 2006, modifiée par la Loi Régionale n° 15/2015 "Organisation touristique régionale"</b>	<a href="https://www.regione.liguria.it/homepage/turismo/competenze-regionali-in-materia-di-turismo/turismo-normativa.html">https://www.regione.liguria.it/homepage/turismo/competenze-regionali-in-materia-di-turismo/turismo-normativa.html</a>
DESCRIPTION: La susdite loi règle le secteur, les modalités et les temps de la programmation régionale en matière touristique et l'organisation touristique du territoire sur la base de l'application du principe de subsidiarité. En effet, l'accueil touristique (Iat) et la promotion locale sont confiées aux municipalités et à d'autres sujets publics tels que Parcs régionaux, même en collaboration avec des sujets privés, tandis que la promotion de l'image unitaire de l'offre touristique de la Ligurie est de compétence de l'agence régionale pour la promotion touristique "In Liguria".	

En ce qui concerne les autres lois de la Ligurie, Veuillez consulter le site web suivant:  
<https://www.regione.liguria.it/homepage/turismo/competenze-regionali-in-materia-di-turismo/turismo-normativa.html>

## Critères pour la sélection de la typologie de labels écologiques ou écotouristiques

La susdite analyse a concerné les labels écologiques mais aussi les certifications environnementales par lesquelles les activités, institutions, organismes qui gèrent les services pour les croisiéristes peuvent montrer leur propre engagement et leur efforts en matière de durabilité environnementale. On a pris en considération toute la filière qui commence par le voyage en bateau et se termine par l'exploration et la connaissance du territoire de la destination touristique visitée; en particulier on a recherché, en consultant des sources différentes, la typologie de certification de laquelle peuvent se doter les activités et les services suivants:

- les navires de croisière;
- les opérateurs portuaires;
- les structures d'accueil tels que hôtels, campings, résidences, agritourismes et les activités de restauration ;
- les sites d'intérêt touristique destinés à l'exploitation touristique (les parcs et les côtes);
- les événements tels que fêtes, foires, fêtes du saint patron, concerts, etc....

Pour chaque activité a été élaboré:

- une brève analyse générale qui encadre la typologie d'incidence sur l'environnement et la certification qu'on peut reconnaître ;
- un approfondissement sur l'application dans les territoire qui font l'objet de l'analyse (où il est possible).

### **Une brève référence aux labels écologiques et aux certifications environnementales**

Les labels écologiques se basent sur le respect des critères, déterminés généralement par des processus régulateurs participatifs et mis à jour. Les critères sont utilisés pour évaluer : la durabilité de la période de réalisation et transformation d'un produit, la modalité d'offre d'un service, ou comme un système de gestion est planifié, mis en œuvre et amélioré pour le respect de l'environnement. Le respect des critères environnementaux est vérifié par un organisme de inspection, indépendant et accrédité généralement.

Certains labels ont été reconnus officiellement par l'Etat (Ce sont les "EU ecolabel"), d'autres par des organisations ou associations (Ce sont les "Travelife label"), d'autres encore par des compagnies (Ce sont les "Green Globe Label ").

Le processus de certification est volontaire et commence par le respect incontournable des normes obligatoires, des critères environnementaux, généralement plus rigoureux à appliquer à des secteurs spécifiques tels que énergie, déchets, consommation d'eau, information sur l'environnement, la sensibilisation du touriste etc. ... .

La durée moyenne du processus de certification initiale est liée à la typologie et de la complexité des critères du label, mais aussi de la situation de départ de l'activité/organisation. La période pour obtenir la certification/le label peut varier de quelque mois à une année.

Les normes ISO 14020 identifient trois typologies de labels écologiques: les labels de typologie I (multi critères, évaluative, basée sur l'analyse du cycle de vie des produits/services, par exemple : Ecolabel) ; les labels de II typologie (basés sur un critère unique et applicable aux produits, par exemple le carbon footprint) ; les labels de III typologie (multi critères, descriptive, basée sur l'analyse du cycle de vie des produits même dans toute la filière, par exemple les EPD).

Les labels environnementaux de première typologie, qui font l'objet de la susdite étude, sont attribués après une évaluation, à des produits ou services qui ont peu d'incidences sur l'environnement et des bonnes performances fonctionnelles. L'évaluation est réalisée sur la base de critères d'excellence déjà établis et tout en considérant le cycle entier de vie. Les produits et les services sont évalués sur la base de leur incidence sur l'air, le sol, l'eau et la santé de l'homme.

Par contre, la certification environnementale d'un système de gestion d'un organisme, d'une entreprise etc. concerne les processus de production des biens ou des services et on peut l'obtenir après le respect d'une Norme comme par exemple la ISO 14001 ou d'un Règlement comme par exemple l'EMAS. Tous les deux exigent l'élaboration et la mise en marche d'une politique environnementale de la part des instances dirigeantes à poursuivre au cours des processus.

## Certifications pour les navires de croisière

### Bref commentaire sur les incidences du tourisme de croisière et les outils de certifications

Du point de vue économique le tourisme de croisière a des effets sur la région touristique par les dépenses des passagers pour les itinéraires à terre, le shopping, les repas et les activités de loisir et rarement pour les structures d'hébergement.

Au cour d'une croisière, ce typologie de tourisme a des incidences sur:

- les ressources environnementales telles que aire et mer, à cause de la pollution des navires ;
- la production de déchets à bord;
- la production des eaux usées.

Par contre, une autre typologie d'impact se vérifie sur les territoire où se réalisent les escales. En particulier, pendant l'arrivée à terre tout cela concerne : la consommation d'eau, la pollution sonore et atmosphérique, la dégradation écologique, l'augmentation de production de déchets et la possible manque de respect de la culture locale.

Aujourd'hui ça n'existe pas un organisme international capable d'imposer des standards environnementaux à la compagnie de navigation. Le seul outil qu'elles ont a disposition pour la déclaration d'engagement et de la réduction/suivi de l'incidence environnementale, c'est l'adoption volontaire de la part des compagnies navales, de standards environnementaux tels que les systèmes de certification prévus par la norme ISO 14001 et par le règlement communautaire EMAS.

Maintenant, la certification la plus importante qui existe en matière de sécurité environnementale, de passagers et de efficacité de l'énergie est la "7 Golden Pears" attribuée par l'organisme français Bureau Veritas. Les "7 Golden Pears" sont consignées pour l'engagement dans la sauvegarde de écosystème marin avec une attention particulière à la gestion de l'énergie, au traitement des déchets, au recyclage des eaux usées et à la protection de la santé et de la sécurité des passagers et de tout l'équipage. Le Golden Pears est un prix pour les entreprises conformes aux quatre standards internationaux en matière d'environnement (ISO 14001), santé et sécurité (OHSAS 18001), sécurité alimentaire (ISO 22000) et efficacité de l'énergie (ISO 50001). En outre, cela inclut aussi l'hommage Cleanship 2 AWT pour le respect de la part de la compagnie des trois grands secteurs où on peut y avoir des risques environnementaux tels que aire, eau et déchets.

Par contre, la société de classement RIINA a lancé la marque Green star, un symbole consigné aux navires sur la base de spécifiques standards de respect environnemental.

## **La certification environnementale des navires de croisière de luxe – Le cas du port de Cagliari**

Au cours du 2017 le Port de Cagliari accueillera 410.238 croisiéristes selon les données du 2017 fournies par l’Autorité Portuaire de Cagliari.

L’analyse des compagnies qui offrent des croisières de luxe qui font escale à Cagliari permet de relever une attention particulière pour la durabilité environnementale et sociale. A montrer cette ligne, toujours utilisée pour se différencierai meme dans la catégorie extra luxe, ce sont les politiques environnementales déclarées et publiées sur les sites web des compagnies, mises en œuvre par des actions durables associées à la gestion des déchets, à la réduction des consommations d’énergie et des émissions, quelquefois mises en œuvre dans le cadre d’un système de gestion environnementale certifié ISO 14001.

Ci-après, on trouvera des informations détaillées qui ont été relevées parmi les compagnies, par une analyse de leurs site web et les renseignements provenant d’études spécifiques :

- **Hollande America**, débarque à Cagliari avec la Prinsendam; comme toutes les navires de la flotte, elle réalise à bord l’épuration des eaux usées produites pendant la navigation ; en outre, dans toutes les navires de la compagnies il est prévu le recyclage et la gestion des déchets y compris ceux spéciaux. Cette compagnie a reçu un agrément pour ses bonnes pratiques environnementales de la part de nombreuses autorités Portuaires parmi lesquelles on doit rappeler la “U.S. Coast Guard”, elle a reçu le Green Gateway Award par le Port of Seattle en 2015; le Blue Circle Award de la part du Port Metro Vancouver en 2014; le prix biennal Rear Admiral William M. Benkert Environmental Protection Award en 2010 et 2012 pour ses résultats dans le cadre de la protection de l’environnement marin. Elle est Certifiées ISO 14001.
- **Fred Olsen Cruise Line**. Certifiée ISO 14001.
- **Ponant**, la compagnie de croisières de luxe française affirme de respecter une rigoureuse politique environnementale. Elle est dotée du label international "Clean Ship" témoignant sa faible incidence sur l’environnement. Cette compagnie est aussi membre de la IAATO, l’Association Internationale des tour Opérateurs de l’Antarctique qui protège et sauvegarde la faune et la flore en adoptant un comportement responsable. En outre, la compagnie Ponant est dotée d’une politique de responsabilité sociale (CSR), une modalité de gestion stratégique de l’entreprise tournée vers le multi-stakeholder. Son objectif consiste à produire de la valeur non seulement pour les

actionnaires/associés mais aussi pour tous ceux qui quotidiennement sont en relation avec elle tels que clients, dépendants, fournisseurs, investisseurs, communautés locales, institutions, générations futures et environnement.

- **Star Clippers** Cette compagnie avec ses voiliers, y compris le Star Flyer qui débarque à Cagliari, dédie 70% de son temps de croisière à voile libre ; elle met en marche des mesures respectueuses de l'environnement adressées aux passager et à l'équipage. A bord on utilise des produits biodégradables, pour le nettoyage on met en œuvre la politique de la réutilisation et du recyclage et on utilise des combustibles à faible niveau de soufre.
- **Silversea Cruises**, cette compagnie débarque à Cagliari avec la Silver Wind, donne une particulière importance aux politiques d'économie de l'énergie et du carburant, à la gestion des déchets à bord, à la réduction des consommations des détergents et des produits pour la consommations immédiate et vise à engager les croisiéristes dans les activités de gestion de la linge et des serviettes.
- La compagnie **Regent Seven Seas Cruises** publie dans son site web sa propre déclaration d'engagement envers l'environnement.
- **La Peace Boat** offre une typologie de croisière liée au tourisme durable du point de vue social et environnemental qui a pour but celui de réaliser des bénéfices pour les communautés locales et celui d'offrir une expérience de voyage significative et pédagogique.
- La compagnie **Noble Caledonia** débarque à Cagliari avec son voilier Island Sky et la **Polar Cruises** avec la Hebridean Sky se caractérisent pour la mise en œuvre d'une politique qui donne beaucoup d'attention sociale et environnementale aux destinations visitées et aux financements d'actions visant à l'amélioration de contextes de pauvreté.
- La compagnie **Viking Line** est en train de tester l'utilisation de turbines éoliennes pour réduire les émissions polluantes produites par les moteurs des navires (The Guardian, 9/3/17) mais elle n'est pas dotée d'une politique environnementale publique.

En conclusion, il est évident que les compagnies navales qui proposent des croisières de luxe et qui débarquent à Cagliari sont particulièrement sensibles aux thématiques environnementales et surtout par le biais de la durabilité elles promeuvent et donnent de la valeur à leur propre image dans le secteur. Sans aucun doute, les certifications volontaires au sens de la norme ISO 14001 sont vraiment significatives et l'attention donnée aux populations locales qui caractérise les politiques mises en œuvre par certaines des compagnies analysées ; tout cela montre que le touriste voyage dans un circuit de croisière de luxe qui

arrive à Cagliari, pendant tout le voyage il est immergé dans une dimension dont le luxe n'est pas séparé de l'attention et du respect de l'environnement.



## Certification environnementale des ports

La certification des ports constitue un autre aspect lié aux croisières et reliée à la demande des touristes (Source de Référence : Favro Paris M.M., 2016). Les ports peuvent adopter volontairement des standards environnementaux tels que les systèmes de certification prévus par la norme ISO 14001, ISO 50001 et par le règlement communautaire EMAS.

### **Les orientations à niveau national pour la durabilité environnementale des ports – Le cas de l'Italie**

Le Plan stratégique national en matière portuaire et logistique PSNPL a pour objectif la réduction des incidences des ports sur l'environnement à niveau global (gaz à effet de serre) et la promotion de l'utilisation rationnelle de l'énergie par :


- des hypothèses d'obligation de rédaction d'un Plan Énergétique Environnemental (PEA) (Port de Genova, c'est le cas de figure);
- la création d'un fond pour les PEA;
- des incitations pour les renouvellements de la flotte;
- des incitations pour réduire les incidences sur l'environnement des ports même par une utilisation rationnelle des ressources.

A niveau international, par le biais de l'application de la Convention Marpol 73/78, chaque pays, signataire de l'annexe VI du Marpol 73/78 qui désire réduire l'effet des émissions produites par le transport maritime, peut faire une demande au comité pour la protection de l'environnement marin (MEPC) de l'IMO de identifier une zone comme territoire de contrôle des émissions (ECA).

### **L'engagement des chambres de commerce pour la certification environnementale des ports de la Région Provence, Alpes et Côte d'Azur**

Dans la région française de Provence, Alpes et Côte d'Azur les ports de la Côte d'Azur sont engagés activement, par la chambre de commerce, dans le développement durable des territoires où elles s'engagent pour poursuivre des priorités. Les actions mises en marche incluent la certification de qualité ISO 9001 et ISO 14001. La CCI Côte D'Azur, promeut tous les ports de la Côte d'Azur et fournit des informations sur les certifications des ports mêmes. Deux d'entre eux sont certifiées ISO 14001

## La certification environnementale des ports – Etat actuel

RÉGION	PORT	ISO 14001	 EMAS VERIFIED ENVIRONMENTAL MANAGEMENT	ACTIONS DE DURABILITÉ ENVIRONNEMENTALE NON CERTIFIÉES
<b>Corse</b>				
<b>Ligurie</b>	Genova		Capitainerie de Port – Corps de Garde-côtes Genova	Action environnementale associée au PSNPL
	La Spezia			Projet GAINN – usage du GNL (ISPRA)
<b>Paca</b> (Provence-Alpes-Côte d’Azur)	Cannes			
	Nice - Villefranche Santé			
<b>Sardaigne</b>				
<b>Toscane</b>	Livorno		Autorité Portuaire	Control de l’accès au port – Sécurité et environnement

On n’a pris en considération les petits ports de plaisance et ils pourraient n’être pas indiqués sur la table des certifications 14001 des majeurs ports français à cause de la manque de communication sur leur sites web.

## Certification environnementale des établissements hôteliers et extra-hôteliers

En ce qui concerne les activités d'accueil on a analysé les labels écologiques volontaires qui font partie de la première typologie, c'est-à-dire ces qui sont reconnus à des services ou produits et qui permettent de montrer et certifier le respect de l'environnement sur la base de critères écologiques bien établis de la part d'un organisme externe, public ou indépendant.

### La certification environnementale des structure d'accueil – Etat actuel

La base de données des certifications des structures d'accueil sur les territoires qui font l'objet de cette analyse a été tirée du site web sur le tourisme durable et responsable suivant: <http://www.ecotrans.de/>, appelé aujourd'hui "Tourism 2030", qui fournit toutes les données et qui montre par des cartes géo-référencées à niveau global toutes les destinations et les services touristiques certifiés pour l'environnement.

RÉGION	 Green Key		 EU Ecolabel www.ecolabel.eu		 Blaue Schwalbe		 EMAS		TOT	
	H	C	H	C	H	C	H	C	H	C
<b>Corse</b>	H	2	H	1	H				H	<b>3</b>
	C	3	C		C				C	<b>3</b>
<b>Ligurie</b>	H		H	1	H	1			H	<b>4</b>
	C		C	1	C				C	<b>1</b>
<b>Paca</b>	H	99	H	36	H	1			H	<b>136</b>
	C	44	C	7	C				C	<b>51</b>
<b>Sardaigne</b>	H		H	15	H				H	<b>15</b>
	C		C	1	C				C	<b>1</b>
<b>Toscane</b>	H		H	17	H	5		1	H	<b>23</b>
	C		C	9	C			2	C	<b>11</b>

Légende H= Hotel – Resorts - C=Campings

On peut relever que les certifications Green Key et Ecolabel peuvent concerner aussi l'offre de repas auprès de structures d'accueil tels que hôtels et agritourismes; il est possible d'obtenir la Green Key même par des restaurants pas associés à structures d'accueil.

L'analyse en détail des structures certifiées a permis de relever que :

- en Ligurie: il existe aussi la certification "Green Pearls" qui offre marketing et services de promotion pour *eco friendly* hôtels, resorts, destinations touristiques et restaurants à niveau global et il a été choisi par un hôtel "diffuso" et par un agritourisme; a été certifié Ecolabel un refuge de montagne; un des deux hôtels certifiés "Blaue Scwalbe" c'est un agritourisme;
- en Sardaigne tous les hôtels et le seul camping certifié ont obtenu seulement l'Ecolabel; la géographie des certifications relève un intérêt à la certification surtout dans les zones côtières à l'exception d'une seule structure située vers l'intérieur;
- en Toscane presque toutes les structures certifiées sont des agritourismes; il y a aussi des établissements qui non seulement ont obtenu les labels écologiques de première typologie mais aussi d'autres agréments (C'est le cas par exemple des produits bio); certains établissements ont choisi le label de Lega Ambiente ou des agréments BIO qui ne figurent pas sur le tableau ;
- en Provence – Cote D'azur – Alpes les opérateurs ont choisi surtout le label Green Key; les établissements d'accueil/les restaurants certifiés se trouvent soit sur la côte soit dans les zones les plus internes de la région; il y a aussi deux restaurants certifiés Green Key.


Chaque région ci-dessus considérée pourrait en outre avoir créé d'autres labels faisant référence et liés aux caractéristiques du tourisme locale et qu'on n'a pris en compte; c'est le cas par exemple du Pavillon Orange en Ligurie, du label de Qualité Tourisme et EcoGite en France (concernant des critères éco-durables pour l'édification de structures d'accueil) etc... .

**Fiches détaillées des labels écologiques, des règles et des règlements**


Pour l'élaboration des fiches sur les labels écologiques on a pris en considération seulement ceux qui concernent les territoires engagés dans ce projet (c'est l'état actuel des certification sur ces territoires).

**Fiches des labels écologiques utilisés dans la zone analysée pour les services touristiques**

 <p><b>Green Key</b> Logo</p>	<p><b>Qui peut obtenir cette certification?</b></p> <p>Hôtels, campings, agritourismes, logements meublés, pensions, maisons de vacance, auberges de jeunesse, villes et resorts, restaurants.</p>
<p><b>Site Web</b></p>	<p><a href="http://www.greenkey.global/criteria/">http://www.greenkey.global/criteria/</a></p>
<p><b>Organisme certificateur</b></p>	<p>Eco label – Fondé en Danemark par Horesta (association d'hôtels et restaurants) est devenue aujourd'hui un programme de la fondation pour l'Education Environnementale/ Foundation for Environmental Education (FEE) qui le gère en cas d'absence de organismes national de coordination.</p>
<p><b>Comment se certifier</b></p>	<p>Satisfaire les 13 critères établis à niveau international et gérer questions d'audit de troisième partie. Les critères concernent différents secteurs de la gestion durable: politique environnementale; gestion environnementale générale; formation des employés, responsabilité social; connaissance de l'environnement; infos pour les hôtes; activités naturelles; gestion de l'eau ; gestion des ressources et des sanitaires ; soupapes ; irrigation ; gestion des déchets ; transport et élimination des déchets ; réduction du volume ; gestion de l'énergie ; gestion des ressources énergétiques ; chauffage et rafraichissement ; équipements ménagers ; éclairage ; achats responsables ; aliments ; entretien ; d'autres achats ; cadre de vie ; internes et externes .</p> <p>Le processus de certification prévoit : la création d'un contact avec le coordonner national du label ou directement avec le label Green Key; la compilation d'un formulaire d'enregistrement ; le payement d'une quota et la fixation de la date pour l'audit. La certification est octroyée après le contrôle du formulaire et sur la base des résultats d'audit par le comité national ou international.</p>
<p><b>Diffusion</b></p>	<p>53 pays sur cinqu continents</p>
<p><b>Difficultés</b></p>	<p>Nombreuses mesures environnementales et sociales à mettre en marche; surtout en termes de procédures. Des investissements dans les structures déjà existantes surtout pour la consommation d'eau et d'énergie.</p>

 <p>Logo</p>	<p><b>Qui ou quoi peut obtenir cette certification?</b></p> <p>Les produits jusqu'ici certifiés ont été divisés en groupes. Chaque groupe a son propre règlement spécifique. Ce règlement contient tous les critères et les caractéristiques du produit : détergents , appareils électroniques , produits en papier, produits ménagers, vêtements, lubrifiants.</p> <p>Les services qui peuvent être certifiés sont les structures d'accueil pour lesquelles est valable la Décision (UE) 2017/175 de la Commission du 25 janvier 2017 qui établit les critères pour l'octroi de l'Ecolabel UE aux structures d'accueil notifiée sous le numéro C(2017)299. Le groupe de produit sous la dénomination « structures d'accueil » comprend la fourniture de services d'accueil touristique et de service de camping et les services supplémentaires gérés par les fournisseur de services d'accueil touristique suivants : 1) service de restauration ; 2) structures de loisir et sport ; 3) espaces verts ; 4) structures pour événements tels que conférences, réunions ou formation des employés ; 5) installations sanitaires, structures utilisées pour services de blanchisserie et cuisine ou services d'information en commun pour les touristes dans les campings, les voyageurs et les hôtes.</p>
<p><b>Site Web</b></p>	<p>Règlement: <a href="http://eur-lex.europa.eu/legalcontent/IT/TXT/PDF/?uri=CELEX:32017D0175&amp;from=EN">http://eur-lex.europa.eu/legalcontent/IT/TXT/PDF/?uri=CELEX:32017D0175&amp;from=EN</a></p> <p>Critères: <a href="http://eur-lex.europa.eu/legalcontent/EN/TXT/?uri=uriserv:OJ.L_.2017.028.01.0009.01.ENG&amp;toc=OJ:L:2017:028:TOC">http://eur-lex.europa.eu/legalcontent/EN/TXT/?uri=uriserv:OJ.L_.2017.028.01.0009.01.ENG&amp;toc=OJ:L:2017:028: TOC</a></p> <p><a href="http://www.isprambiente.gov.it/it/certificazioni/ecolabel-ue/documentazione/servizi">http://www.isprambiente.gov.it/it/certificazioni/ecolabel-ue/documentazione/servizi</a></p>
<p><b>Organisme certificateur</b></p>	<p>Organisme compétent de l'Etat. En Italie c'est le Comité pour l'Ecolabel e l'Ecoaudit c/o ISPRA .</p> <p>Règlement (CE) n. 66/2010 du Parlement européen et du Conseil, du 25 novembre 2009 Règlement (UE) N° 782/2013 de la commission du 14 aout 2013 modifie l'annexe III du règlement (UE) n. 66/2010</p>
<p><b>Comment se certifier</b></p>	<p>L'Ecolabel exige la mise en marche d'actions et choix visant à satisfaire les critères pour la promotion et l'utilisation de sources d'énergie renouvelables pour favoriser l'économie d'énergie et de l'eau, la réduction des déchets et l'amélioration de l'environnement local.</p> <p>Pour se certifier il est obligatoire de satisfaire 29 critères subdivisés en groupes homogènes et des critères facultatifs, pour obtenir les 20 points minimums requis (pour le structures d'accueil et 20 ou 24 pour les campings).</p> <p>Le processus de certification prévoit : la transmission de la demande et de toute la documentation nécessaire de la part du demandeur au comité Ecolabel-Ecoaudit qui transmettra tous les documents à l'organisme régional chargé (en Italie c'est l'ISPRA) pour le contrôle et l'audit ; après la première phase d'instruction le comité octroie le label et communique sa décision à la Commission Européenne.</p>
<p><b>Diffusion</b></p>	<p>Europe</p>
<p><b>Difficultés</b></p>	<p>Système de management à mettre en marche. Investissements pour des structures déjà</p>


existantes.

	<p><b>Qui peut obtenir cette certification?</b></p> <p>Hôtels, campings, pensions, auberges.</p> <p>C'est le premier label écologique créé pour les logements. Il existe depuis 1989 et il est octroyé aux structures d'accueil telles que hôtels, pensions et campings écologiques. Les structures d'accueil certifiées "Blaue Schwalbe" se trouvent surtout dans des zones qu'on peut aisément rejoindre sans besoin de prendre l'avion ou aller en voiture.</p>
<p><b>Site Web</b></p>	<p><a href="http://www.vertraeglich-reisen.de/bio-urlab">http://www.vertraeglich-reisen.de/bio-urlab</a></p>
<p><b>Organisme certificateur</b></p>	<p>Fairkher GmbH (Maison d'édition).</p> <p>Collaborations avec l'Austrian Ecolabel for Tourism, Steinbock Label, BIO Hotels.</p>
<p><b>Comment se certifier</b></p>	<p>Satisfaire les critères établis en matière d'aliments, boissons, transport, énergie, eau, déchets, nettoyage et produits pour l'hygiène, équipements pour le jardin et le temps libre.</p> <p>Le processus de certification prévoit un accord avec la Maison d'édition ; l'introduction de la meme parmi les "annonces" et publiées sur le site internet de Vertraeglich Reisen.</p> <p>On réalise rarement un contrôle du respect des critères de la part de la Maison d'édition. Ce contrôle est réalisé plus fréquemment sur la base des opinions communiquées par les hôtes.</p>
<p><b>Diffusion</b></p>	<p>Europe</p>
<p><b>Difficultés</b></p>	<p>Seulement les lignes directrices pour le respect de l'environnement.</p>

## Fiches des règles pour la gestion environnementale des procédés

<p align="center"><b>Norme volontaire</b></p>  <p align="center"><b>ISO 14001:2015</b></p>	<p align="center"><b>Qui peut obtenir cette certification?</b></p> <p>Le standard international ISO 14001 peut être mis en œuvre par toute sorte d'organisation qui dans la réalisation de ses propres activités vise à l'amélioration environnementale.</p> <p>Le susdit standard fournit un cadre législatif de référence qui permet à l'entreprise et/ou l'organisation d'identifier les activités qui peuvent avoir des incidences sur l'environnement.</p>
<p><b>Site Web</b></p>	<p><a href="http://www.accredia.it/">http://www.accredia.it/</a>  <a href="https://www.iso.org/iso-14001environmental-management.html">https://www.iso.org/iso-14001environmental-management.html</a></p>
<p><b>Organisme certificateur</b></p>	<p>Enti di diritto private accreditati Accredia</p>
<p><b>Comment présenter sa propre candidature</b></p>	<p>On peut poursuivre l'amélioration environnementale par l'adoption d'un Système de Gestion Environnementale satisfaisant tous les points spécifiques de la norme lui-même.</p> <p>On peut l'appliquer à tous les procédés de travail.</p> <p>Pour obtenir cette certification l'organisation doit produire des documents techniques et opérationnels qui codifient comment le système de gestion environnemental répond aux exigences fixées.</p> <p>Les documents devraient contenir au moins :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• l'Analyse environnementale</li> <li>• le Manuel de gestion environnementale avec les procédures de gestion environnementale et les instructions opérationnelles.</li> <li>• L'Attestation de contrôles internes sur le respect de la norme et du Manuel.</li> </ul> <p>La version 2015 de la norme insiste sur les aspects suivants: "l'organisation doit analyser les "facteurs" qui ont un impact sur ses capacités d'obtenir ce que a été établi. Ces facteurs concernent, il est évident, les conditions environnementales et leur variations, mais on doit aussi prendre en considération le contexte technologique, financier, politique, social, etc."</p>
<p><b>Diffusion</b></p>	<p>Internationale</p>



<p>Reglement (CE) n° 1221/09</p> 	<p><b>Qui peut obtenir cette certification?</b></p> <p>Le Règlement EMAS peut être mis en œuvre par toute sorte d'organisation soit publique soit privée qui désire évaluer et améliorer ses performances environnementales. Il fournit aux organisations, aux organismes de contrôle et aux citoyens (public) un outil par lequel il est possible d'accéder à des informations sur les performances environnementales des organisations.</p>
<p><b>Site Web</b></p>	<p><a href="http://europa.eu/youreurope/business/environment/emas-certification/index_it.htm">http://europa.eu/youreurope/business/environment/emas-certification/index_it.htm</a></p>
<p><b>Organisme certificateur</b></p>	<p>L'agrément EMAS implique un organisme désigné à niveau national (en Italie c'est l'ISPRA) et le Comité pour l'Ecolabel et l'Ecoaudit, dans la procédure de enregistrement de l'Organisation et dans l'accréditation du vérificateur environnemental qui valide la Déclaration environnementale, prévue obligatoirement seulement par le Règlement Communautaire EMAS.</p>
<p><b>Comment presenter sa propre candidature</b></p>	<p>Système communautaire de éco-gestion et d'audit (EMAS = Eco-Management and Audit Scheme)</p> <p>L'amélioration environnementale on peut l'obtenir seulement par l'adoption d'un Système de Gestion Environnementale satisfaisant tous les points spécifiques de la norme ISO 14001.</p> <p>Pour obtenir cette certification l'organisation doit produire des documents techniques et opérationnels qui codifient comment le système de gestion environnemental répond aux exigences fixées.</p> <p>Les documents devraient contenir au moins :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• La Declaration environnementale</li> <li>• l'Analyse environnementale</li> <li>• le Manuel de gestion environnementale avec les procédures de gestion environnementale et les instructions opérationnelles.</li> <li>• L'Attestation de contrôles internes sur le respect de la norme et du Manuel</li> </ul> <p>A l'annexe II du Règlement CE n° 1221/09 il est incluse une matrice de corrélation pour la mise en œuvre d'un système de gestion environnemental selon les exigences de la norme UNI EN ISO 14001:2004.</p>
<p><b>Diffusion</b></p>	<p>Europe</p>

## D'autres labels écologiques et des études de cas

On n'a pas analysé en détail les labels écologiques ci-dessous parce que ils ne répondent pas aux critères identifiée pour la réalisation de cette analyse ou parce que ils n'ont pas de relevance pour les pays y les régions concernées.

- Das Österreichische Umweltzeichen (Autriche)
- Nordic Ecolabel (Stati Scandinavi);
- Viabono (Allemagne);
- Eco hotels certified – ehc (certification pour les hôtels utilisée en Suisse, Allemagne, Autrice et Italie);
- Bio Hotels (garantit seulement l'approvisionnement de nourriture et boissons 100% biologiques au 100%);
- My Climate: pour hôtels qui n'on pas des incidences sur le climat (il indique seulement le paramètre de dioxyde de charbon).

L'utilisation exemplaire de labels écologiques ou la mise en œuvre des approches green relève un défi commun entre grands capitaux et destinations touristiques internationales telles que Barcelona et Stoccolme et en générale engage les capitaux qui ont reçu le "Green Capital" (A ce propos, Veuillez consulter le paragraphe dédié aux agréments, prix etc.). Toutefois, en ce qui concerne l'utilisation des labels écologiques en tant que points de force et de organisation de offre touristique-durables, tout cela peut être vraiment intéressant pour identifier des pistes innovantes, l'analyse des projets qui ont reçu un agrément par le Programme européen COSME qui promeut, afin de diversifier le tourisme européen, des "produits de tourisme durable" transnational. Les Projets du 2015 relèvent des offres touristiques à thème sur le sport, le bien-être et sur la richesse culturelle et industrielle du territoire. Ci-après, on trouvera des cas d'études.

- Le projet coordonné par Mancomunidad del Norte de Gran Canaria (en Espagne) réalise des itinéraires mixtes/culturels, industriels, culinaire, rural) dans les zones rurales où on produit du fromage de haute qualité.
- Le projet coordonné par la Municipalité de Brindisi(en Italie) réalise des itinéraires de bien-être par les « routes européennes » des oliviers.
- Le projet coordonné par VisitBrabant (en Hollande) promeut des itinéraires internationaux de tourisme combinés avec la production artistique de Van Gogh.

Pour plus de pistes de réflexion et approfondissement, Veuillez consulter le site web suivant:

[https://ec.europa.eu/growth/sectors/tourism/offer/sustainable/transnational-products\\_en](https://ec.europa.eu/growth/sectors/tourism/offer/sustainable/transnational-products_en).

## Certifications des transports à terre pour les croisiéristes

Dans le cadre de la susdite analyse, il faut faire référence à la thématique de la mobilité et au concept de mobilité durable si complexe et articulé et qui fait l'objet d'études et de recherches spécifiques. Ci-après, on trouvera un très bref commentaire visant surtout à stimuler des réflexions, même en considérant des études de cas utiles pour l'amélioration des transports des touristes en termes de durabilité environnementale.

Il est reconnu que les transports ont des incidence sur l'environnement par les émissions de oxydes d'azote, particules fines, CO<sub>2</sub> et la consommation de ressources non renouvelables; c'est pour cette raison que les actions de réduction des impacts de ces services de transports, incident nécessairement sur les caractéristiques du combustible et sur la réduction des consommations des mêmes.

Donc, ont moins d'incidence sur l'environnement, les moyens de transport fonctionnant à gaz naturel ou on pourrait utiliser des moyens de transport qui respectent les standard des émissions (classes d'émission EEV et par rapport à la norme EURO et au 2010 EURO 7).

Donc, l'innovation technologique et la conception de formes de mobilité alternatives peuvent offrir un changement de perspectives du point de vue de l'environnement.

A ce propos, on peut considérer à haute durabilité les transports réalisés par des moyen électriques, qui marchent grâce à l'électricité produite par des sources renouvelables et l'utilisation de "moyens alternatifs" et par la soi-disant mobilité lente : les vélos, les parcours piétonniers, etc.

Dans ce scenario en évolution continue, on peut y insérer des labels écologiques qu'on peut obtenir par le service des transports, tandis que les entreprises de transport peuvent certifier son propre engagement pour la réduction des incidences sur l'environnement des procédés par le biais de la certification ISO 14001 ou EMAS.

Comme il n'existent pas des critères pour la certification environnementale dans le secteur des transports, on a décidé de chercher des pistes pour l'amélioration des services de transport dans le secteur touristique, en considérant des études de cas d'excellence.

### **Etude de cas – Au niveau national: l'Allemagne**

Un aspect significatif sur le cas de l'Allemagne est que la thématique de la durabilité environnementale est prise en compte dans tous les aspects de l'offre touristique, depuis l'organisation du Gouvernement Fédéral "The German National Tourist Board" qui promeut

l'Allemagne en tant que destination touristique à niveau international depuis plus de 60 années et qui est dotée de certification "Green Globe".

Par le site de cet organisme, on promeut le tourisme durable sur tout le territoire et chaque aspect de la filière touristique est présenté sous cette lumière "verte" qu'on peut observer en consultant le site web suivant : <http://www.germany.travel/en/ms/sustainable-travel/sustainability.html>.

Donc, on met en évidence tous les aspects qui font de l'Allemagne une destination de tourisme durable (ville qui a gagné le prix "Green cities"; fournisseurs du secteur touristiques certifiés; fermes biologiques, 200 longues pistes cyclables, 300 sentiers pédestres, et plus de 130 paysages naturels et 41 sites de l'UNESCO).

On donne une importance considérable aux infrastructures respectueuses de l'environnement.

Les services de transport sont intégrés et donc, le touriste peut utiliser les moyens de transport à très faible incidence sur l'environnement soit pour parcourir des longues distances à l'intérieur du territoire national soit pour les déplacements locaux ou pour rejoindre des localités spécifiques.

Pour parcourir des longues distances, on peut utiliser le système rapide des chemins de fer Deutsche Bahn sur toute l'Allemagne en choisissant de cette façon 100% d'énergie propre ou le trolleybus qui offre des connexions respectueuses de l'environnement.

Il est possible de visiter toutes les destinations touristiques (villes/régions) dans le respect de l'environnement par l'utilisation aussi de vélos qu'on peut aisément louer, *E-bikes* comprises.

Le *German National Tourist Board* promeut en outre "l'exploration lente" (*slow travel*) du territoire. Il suggère les déplacements à pied, en vélo, à cheval ou en bateau, pour visiter les plusieurs destinations régionales.

Cette approche, typique des politiques de développement allemand, fait que les villes de l'Allemagne et les aires métropolitaines continuent à développer avec succès ses propres concepts de durabilité et, pour cette raison, elles font partie des villes les plus durables à niveau international. Plusieurs études internationales ont régulièrement récompensé les régions allemandes pour le système de transport, la qualité de l'air et de l'eau, pour les espaces verts, l'efficacité de l'énergie des édifices et pour les aspects sociaux.

### **Des études de cas régionales et locales du Projet Destinations - Civitas 2020**

CIVITAS c'est un réseau de villes visant à l'amélioration des transports en Europe en ce qui concerne la qualité et la réduction de l'environnement. Il s'agit d'une initiative promeut par la Commission Européenne en 2002 qui a testé et mis en marche plus de 800 mesures et solutions de transport urbain, à l'intérieur de projets-expérimente et démonstratifs dans plus de 80 villes laboratoire. Les connaissances générales obtenues grâce la expérimentation de solutions pour la

mobilité sont enrichies et intégrées par de projets de recherche et d'innovation dans le secteur des transports. Parmi ces projets, il faut rappeler le Projet Destinations qui vise à la mise en œuvre d'un système de transport en Europe plus efficace en termes de consommation de ressources et plus compétitif. Ce projet se caractérise par une approche intégrée, visant à combiner les aspects de la mobilité et du tourisme, par l'expérimentation de stratégies et de solutions pour le développement durable et pour une meilleure qualité de vie à Funchal, Limassol, Rethymno, Elba, La Palmas de Gran Canaria et Valletta. Dans ces 6 localités touristiques, ce projet développe toute une série de actions innovantes afin de mettre en œuvre des mesures de mobilité durable et des actions qui visent à offrir des solutions intelligentes de transport pour les touristes et les habitants locaux, en agissant simultanément sur l'innovation et la collaboration avec les principales parties concernées. Ces solutions visent à augmenter l'accessibilité aux villes, réduire les coûts, favoriser la compatibilité parmi les services de transport et réduire les émissions et la consommation de l'énergie.

A ce propos, on suggere de consulter le Wite Web suivant <http://civitas.eu/> si on désire avoir plus d'informations sur les nombreuses expériences et solutions réalisées par l'initiative CIVITAS; ci-après on peut consulter l'ensemble intégré des solutions mise en marche dans la région de Valletta (Malta) dans le cadre du Projet Destinations:

- Diffusion, après l'élaboration du Plan de Mobilité Durable (SUMP), des résultats de l'expérience de création du Plan auprès d'autres régions et municipalités. Ensuite Valletta donnera le feu vert à plusieurs compétitions : la première parmi les municipalités qui font partie du Plan, lesquelles devront proposer des mesures à mettre en marche pour promouvoir et encourager la mobilité durable sur leur territoires ; la seconde parmi les hôtels engagés dans la rédaction du Plan qui devront proposer des mesures adressées aux touristes, aux travailleurs, aux fournisseurs et aux personnes qui habitent à proximité des hôtels, pour la promotion de la mobilité durable ;
- Lancement d'une campagne de sensibilisation et création de conscience pour stimuler la pratique du *car sharing* e *bike sharing* à Malta ;
- Mise en marche d'un projet pilote pour vérifier le concept "dernier kilomètre pour la consigne des biens à la ville" par des fournisseurs qui utilisent des véhicules efficaces du point de vue de l'énergie ;
- Expérimenter dans des zones à faibles émissions pour vérifier la faisabilité du concept de faible émission à niveau local ; on créera une APP qui permettra aux citoyens marchants sur une route de signaler les véhicules très polluants à l'autorité responsable en matière de transport et qui à son tour pourra mettre en œuvre les mesures nécessaires ;
- Création d'une APP pour indiquer aux touristes comment rejoindre les destinations en utilisant les moyens de transport durables;

- Création d'un système *smart* de parking, doté de capteurs et messagerie pour les usagers afin d'éviter des embouteillages ;
- Création et test d'une nouvelle liaison de transport en autobus qui relie la zone où arrivent les ferries à la zone où se trouvent les autobus, tout cela vise à promouvoir l'interaction entre les différentes modalités de transport et favoriser l'accès à la zone portuaire.

## Certification environnementale des destinations touristiques

### L'Empreinte Ecologique en tant que outil pour la durabilité environnementale des destinations touristiques

Une des approche pour l'identification du niveau de durabilité environnementale des systèmes complexes comme les territoire c'est le calcul de l'Empreinte Ecologique (EE) (Rees et Wackemagel, 1994) qui met en rapport les consommation des ressources avec l'extension des territoires concernés.

L'empreinte écologique a été utilisée aussi dans le secteur touristique soit pour fournir une estimation de durabilité d'une destination soit comme incidence de l'activité touristique sur les ressources de la planète. Dans le secteur touristique, l'Empreinte Ecologique est constituée par due composantes:

- Une composante liée au déplacement, particulièrement substantiel dans le cas des voyages en avion (émissions de CO<sub>2</sub>) et proportionnelle à la distance parcourue ;
- Une composante liée aux consommations réalisées au cours de la vacance par rapport à celles qu'on aurait réalisées pendant des circonstances différentes.

### Certification environnementale des institutions et des organisations du secteur touristique

Une première partie de cette analyse a été réalisée en prenant en considération la base de données de la certification EMAS. En faisant une sélection des régions impliquées, on a relevé des informations concernant les institutions et les organisations certifiées EMAS et engagées dans le secteur touristique sur les territoires partenaires de ce projet. Il s'agit d'Organismes, Parcs et Municipalités qui en tant que gestionnaires des territoires témoignent l'attention particulière qu'on donne à l'environnement, aux réserves naturelles, etc.

Comme il existe une seule base de données, il n'est pas possible de réaliser la même typologie d'approfondissement pour la certification ISO 14001.

<b>RÉGION</b>		
	<b>ORGANISATIONS CERTIFIÉES</b>	
	Municipalités	Réserves naturelles/Parcs/Zones marines protégées/Services d'hébergement touristique
<b>Corse</b>		
<b>Ligurie</b>	Ceriale	
	Levanto	
<b>Paca</b>		Amis Du Marais Du Vigueirat (Organisme de gestion des Réserves naturelles )
<b>Sardaigne</b>	Muravera	Entreprise speciale - Parco di Porto Conte
	Loceri	Consortium de Gestion de la Zone Marine Protégée "Tavolara - Punta Coda Cavallo"
	Allai	Zone Marine Protégée "Capo Carbonara"
	Villasimius	
<b>Toscane</b>	Castiglione della Pescaia	
	San Casciano in Val di Pesa	
	Forte dei Marmi	
	Calenzano	

## La certification des espaces naturels et des parcs

Les espaces naturels, les parcs, les zones protégées, etc., particulièrement vulnérables et sensibles à la pollution, peuvent faire l'objet de attentive gestions de l'environnement qui peuvent être certifiées.

La certification EUROPARC constitue l'application de tous les principes du tourisme durable à la gestion d'un parc, en donnant une attention particulière au développement local.

 <p><b>EUROPARC</b> FÉDÉRATION EUROPEAN CHARTER FOR SUSTAINABLE TOURISM IN PROTECTED AREAS</p>	<p>La Charte Européenne du tourisme Durable est une initiative de la Fédération EUROPARC. Cette Charte est un outil volontaire et contractuel entre l'Organisme de gestion d'un parc, les entreprises touristiques et la population locale pour le développement d'un tourisme compatible avec la gestion durable des ressources naturelles de l'espace protégé.</p> <p>Cette Charte permet à un territoire d'un espace protégé de se distinguer en tant que territoire qui garantit des formes de tourisme durables et en outre, elle fait partie des priorités mondiales et européennes contenues dans les recommandations du Programme d'Action 21 adoptées au cours du Sommet sur la Terre à Rio de Janeiro qui avait eu lieu en 1992 et par le 5<sup>e</sup> Programme Communautaire d'actions pour le développement durable. Cette charte fait partie aussi du programme d'actons "parks for life" de l'Union Mondiale pour la Protection de la Nature (IUCN).</p> <p>Elle est conforme aux principes de la Charte Mondiale du Tourisme Durable, élaborée à Lanzarote en 1995.</p> <p>La Fédération EUROPARC est une organisation paneuropéenne indépendante du point de vue politique qui se compose des Organismes de gestion et par des experts de plus de 400 espaces protégés nationaux de plus de 35 pays et représente la référence obligatoire de la politique touristique des zones protégées de l'Union Européenne.</p>
<b>Site Web</b>	<a href="http://www.europarc.org/library/europarc-events-andprogrammes/european-charter-for-sustainabletourism/">http://www.europarc.org/library/europarc-events-andprogrammes/european-charter-for-sustainabletourism/</a>
<b>Organisme certificateur</b>	Pour obtenir la charte il faut passer de manière positive le contrôle par une commission d'experts identifiée par la Fédération EUROPARC.



<b>Comment se certifier</b>	<p>L'outil de mise en œuvre de la susdite Charte est le Plan d'Action quinquennal élaboré grâce à la collaboration entre le secteur public, privé et la population pour la mise en marche d'une stratégie de tourisme durable d'un espace protégé.</p> <p>Par l'adhésion à la Charte Européenne, le territoire peut harmoniser et valoriser ses propres formes d'économie et garantir une adéquate qualité de vie à la population locale.</p>
<b>Diffusion</b>	Europe

D'autres agréments significatifs des espaces naturels, sont liés surtout à la composante naturelles et à ses rapports avec les activités de l'homme.



---


**Le Programme UNESCO sur l'Homme et la Biosphère (MAB)** se base sur les sciences naturelles et sociales et sur l'utilisation durable et sur la protection de la diversité biologique; il vise à l'amélioration à niveau global des rapports entre populations et environnement. Le Programme MAB promeut la recherche interdisciplinaire et des activités démonstratives et de formation dans la gestion des ressources naturelles, en contribuant de cette façon non seulement à améliorer la capacité de interpréter l'environnement, mais aussi à développer des usages durables de la diversité biologique.



---

Les **Géo-parcs mondiaux de l'UNESCO** sont des territoires où se trouvent des paysages géologiques d'importance internationale gérés en relation étroite avec le patrimoine naturel et historico-culturel, selon une approche intégrée en ce qui concerne la protection, l'éducation et le développement durable.

## Etat actuel des certifications des parcs

REGION	Parc	 EUROPARC FEDERATION EUROPEAN CHARTER FOR SUSTAINABLE TOURISM IN PROTECTED AREAS		
Corse				
Liguria	Parco Nazionale delle Cinque Terre Area Marina Protetta delle Cinque Terre			
	Beigua			
Paca	Parc National du Mercantour Parc Naturel Régional de Camargue Parc Naturel Régional Des Alpilles Parc Naturel Régional Des Préalpes D'azur Parc Naturel Régional du Queyras Parc Naturel Régional du Luberon Parc Naturel Régional du Verdon			
Sardaigne	Parco geominerario storico ambientale della Sardegna			
	Tepilora			
Toscane	Parco Nazionale Appennino Tosco-Emiliano Parco Nazionale Arcipelago Toscano Parco Nazionale delle Foreste Casentinesi, Monte Falterona, Campigna Parco delle Colline Metallifere			
	Riserva Statale Lamarossa Riserva Statale Orecchiella Riserva Statale Pania di Corfino			
	Parco Alpi Apuane Parco delle Colline Metallifere			

La liste ci-dessus pourrait subir des variations ou des intégrations

## Certification de durabilité des événements

Le taux élevé de visiteurs en occasion des événements peut avoir des incidences significatives sur les consommations d'eau et d'énergie, et il peut déterminer une relevant augmentation de production des déchets ou provoquer des tensions liées à la culture ou avoir un impact sur les communautés qui se trouvent proximité des événements.



**ISO: 20121**  
*Sustainable Event  
Management Systems*

L'International Organization for Standardization ISO a identifié, par le biais de la norme ISO 20121:2012, des standards pour la gestion durable des événements en ce qui concerne les trois secteurs d'intervention : économique, environnemental et social. Sur tous ces secteurs des représentants du secteur des événements ont fait des réflexions soit en tant que organisateurs soit en tant que fournisseurs de services.

Le standard international pour la certification des systèmes de gestion durable des événements peut concerner un concert, un événements de sport, une foire, une fête, etc. ... Le Comité International Olympique pour les Jeux Olympiques de Londres 2012 a été le premier à avoir certifié sa durabilité du point de vue de l'organisation des événements. La certification considère les conséquences que les événements ont sur les territoires où ces événements ont lieu.

La mise en œuvre de la norme offre des bénéfices à tous les acteurs engagés dans l'organisation de l'événement dans tous les étapes de l'organisation: organisateurs, propriétaires de l'événement, travailleurs engagés, fabricants de stand, compagnies de transport, participants, communautés.

Cette norme se base sur des standards déjà connus comme par exemple la norme ISO 9001 et 14001 applicables aux besoins et à la nature des différentes organisations qui sont actives dans le secteur des événements.

Cette norme permet de montrer son propre engagement en termes de durabilité de l'organisation de l'événement, selon une modalité reconnue à niveau international.

## Des exemples significatifs en France

Le comité pour la candidature de Paris aux Jeux Olympiques du 2014 a organisé sa propre approche sur la base de la norme volontaire ISO 20121 et les Olympiades seront certifiées ISO 20121.

La ville de Saint-Raphaël (Var) est la première municipalité française à avoir mis en marche une certification ISO 20121 à l'occasion des événements culturels après la réorganisation de la section des affaires culturelles de la ville. Tout le projet a eu une durée d'un an et demi et aujourd'hui il concerne tout le secteur d'activité du service culturel : les concerts de musique, le théâtre, l'organisation théâtrale, les expositions (avec une salle de 500 m<sup>2</sup>), festival de jazz, etc.

<http://www.afnor.org/>

Dans la région PACA, Le Truffe Noire, un organisateur d'événements, a obtenu la certification.



En Italie a été développée la certification "Eventi sostenibili – ICEA" qui constitue un projet de Corporate Social Responsibility; un soutien aux organisateurs pour la réduction concrète et sur place des incidences environnementales connexes aux événements ; une méthodologie scientifique qui évalue et certifie l'engagement en termes de durabilité des organisateurs et des promoteurs ; un outil pour la communication et le partage des résultats obtenus. Cette certification pourra être mise en œuvre pour des événements publics ou des entreprises. Cette certification intervient sur différents critères (non seulement sur la mesure des émissions de CO<sub>2</sub>). On peut obtenir l'évaluation du niveau de durabilité d'un événement par l'insertion des informations sur le logiciel Sustainable Event Screening 5.0 (SES 5.0) qui: est valable pour les audits de troisième partie de ICEA, Institut pour la Certification Etique et Environnementale; dans son propre algorithme considère les critères partagés e consolidés dans l'Evaluation d'Impact Environnemental (E.I.E.), inclut une base méthodologique qui a été d'abord développée avec la contribution scientifique du Group de Recherche sur la Gestion Environnementale (GRGA) de l'Université de Bologne. La certification Eventi Sostenibili – ICEA. Cette certification a été reconnue par le network international Sustainable Event Alliance.

Sur la base du niveau de durabilité obtenu on aura une marque de certification de l'événement, qui associe une couleur au niveau de durabilité de l'événements concerné.

## Des exemples en Sardaigne

Les certifications des événements suivants sont nées dans le cadre des actions pilote du Plan d'Action Environnemental Régional 2009 – 2013 de la Sardaigne.

- S'Ardua di Sedilo 2013
- Appetitosamente Fiera mercato, Siddi 2013
- XX sagra De Su Pani e Saba, Sini, 2013

## Certifications des côtes



Les Pavillons Bleu d'Europe constituent l'agrément de l'Union européenne aux meilleures plages et aux lieux d'accostage touristiques qui ont donné une attention particulière à l'environnement. L'attestation est livrée, sur la base de précis critères, après toute une série de contrôles. Cette initiative n'as pas des fins lucratives et elle est mis en marche sous le contrôle des organismes de l'Union Européenne. Du point de vue technique cette campagne est réalisée par la Fondation européenne pour l'Education Environnementale (Fee) qui vérifie le respects des exigences. Les municipalités riveraines et les lieux d'accostage touristique qui désirent présenter sa propre candidature pour obtenir le Pavillon Bleu d'Europe doivent remplir et consigner un questionnaire approfondi, qui la Fee envoie toutes les années. Ce document, signé respectivement par le maire ou par le responsable du port, c'est la procédure suivi par le comité qui indique les candidats au jury international. En effet, le Pavillon bleu est un agrément international crée en 1987, Année Européenne de l'Environnement, qui chaque année est assigné dans 48 pays, d'abord seulement européens, aujourd'hui aussi extra-européens.

Le Pavillon Bleu est un écolabel volontaire pour la certification de qualité environnementale des localités balnéaires. L'objectif principal du program est la promotion dans les municipalités riveraines d'une organisation durable du territoire, à travers toute une série d'indications qui à la base des choix politiques posent l'attention et la sauvegarde de l'environnement. Afin de l'évaluation, la qualité des eaux balnéaires est considérée un critère obligatoire, seulement les localités dont les eaux sont excellentes, peuvent présenter leur propre candidature.

Pour les mises à jour annuelles, Veuillez consulter les sites web suivant :

<http://www.bandierablu.org/common/blueflag.asp?anno=2017&tipo=approdo>

[https://www.france-voyage.com/francia-citta/pavillon\\_bleu-label.htm](https://www.france-voyage.com/francia-citta/pavillon_bleu-label.htm)

## Prix et agréments dans le cadre du tourisme durable

Un outil très diffus qui contribue à reconnaître l'engagement des territoires et des parties concernées dans le secteur du tourisme durable, ce sont les "awards" qui souvent sont promus par associations et partenariats publics/privés et consistent en la consigne des prix auxquels on associe les "marques", pour des actions exemplaires dans des domaines spécifiques »

On peut encourager à l'amélioration des pratiques durables par les biais de modalités différentes des certifications. Généralement les prix, comme les labels, se basent sur la définition des critères et des objectifs que les candidats (villes, operateurs, etc.) respectent volontairement pour obtenir le prix qui peut être une contribution économique pour la mise en marche de projets ou d'autres actions.

Les prix agissent afin de:

- Stimuler une amélioration des pratiques des candidats ;
- Promouvoir les territoires/sujets qui on reçu le prix, qui désirèrent obtenir les prix même en tant que actions de marketing ;
- Contribuer à la mise en œuvre des projets;
- favoriser l'atteinte d'objectifs d'interet.

Ci-après on peut consulter des exemples sélectionnés pour raisons différentes: parce qu'ils ont été institués par le territoires concernés; ils ont été décernés aux territoires du projet; parce qu'ils font partie des politique européennes de promotion du tourisme durable et capables d'agir sur les territoires, les touristes, les operateurs et les fournisseurs.

<p><b>Système Européen des Indicateurs du Tourisme pour la gestion durable des destinations - ETIS</b></p>	<p><a href="http://ec.europa.eu/growth/sectors/tourism/offer/sustainable/indicators_it">http://ec.europa.eu/growth/sectors/tourism/offer/sustainable/indicators_it</a></p>
--	--

COMMANDITAIRE: EU

LIEU ET DATE : crée en 2017

DESCRIPTION: Ce prix est fondé sur le système de mesure, lancé par la Commission Européenne, des performances des destinations touristiques en ce qui concerne la durabilité. Il s'agit d'un ensemble d'indicateurs appelé Système Européen des Indicateurs du Tourisme (ETIS). Les destinations qui l'utilisent peuvent améliorer la durabilité économique en sauvegardant la spécificité de ses propres contextes et en favorisant l'accessibilité des destinations touristiques.

Le vainqueur 2016: C'est Visit South Sardinia, un projet réalisé en 2013, parmi les actions pilote de ETIS, avec Cagliari, Chef de File du Projet et Villasimius, Muravera, Pula, Domus de Maria, avec la collaboration de l'homonyme réseau des consortiums formé par le Consorzio Sardegna Costa Sud, Consorzio di Villasimius, Costiera Sulcitana, APT di Muravera et grâce à la coordination et supervision scientifique de Mme la Professeur du "Dipartimento di Scienze Economiche e Aziendali" de l'Université e Cagliari.

<b>Responsible traveller</b>	<a href="http://www.travelenjoyrespect.org">www.travelenjoyrespect.org</a>
COMMANDITAIRE: UNWTO, 2017 – INTERNATIONAL YEAR OF SUSTAINABLE TOURISM FOR DEVELOPMENT	
LIEU ET DATE: crée en 2017 à l'occasion de l'année internationale pour le développement du tourisme durable .	
DESCRIPTION: les voyageurs sont invités à partager leur expériences de voyage sur le site web où ils doivent expliquer pourquoi ils devraient être sélectionnés pour représenter le "voyageur responsable". Le voyageur gagnant dans un voyage autour du monde sera soutenu par Explore World Wide et les destinations Colombie, Allemagne, Mexique, les Emirats Arabes Unis de Ras al-Khaimah et la région suisse de Leman, l'accueilleront même afin de avoir des conseils pour l'amélioration des pratiques de Tourisme durable.	

	<a href="http://ec.europa.eu/environment/europeangreencapital/">http://ec.europa.eu/environment/europeangreencapital/</a>
<b>European Green Capital</b>	
COMMANDITAIRE: EU	
LIEU ET DATE: crée après une initiative de 15 ville europeennes (Tallinn, Helsinki, Riga, Vilnius, Berlin, Warsaw, Madrid, Ljubljana, Prague, Vienna, Kiel, Kotka, Dartford, Tartu & Glasgow) et l'association ds ville de l'Estonie.	
DESCRIPTION: Le villes candidates au "European Green Leaf Award" sont évaluées sur les thématiques suivantes: changements climatiques et performances énergétiques ; mobilité durable ; nature ; biodiversité et utilisation durable du sol ; qualité de l'air et de bruit : déchets et économie circulaire, eau. Les villes candidates doivent montrer les actions mises en œuvre pour réduire les incidences sur l'environnement et leur bonnes pratiques.	
Le vainqueur 2017: C'est Essen, ville de 574,000 habitants en tout qui se caractérise pour une densité croissante. Elle est située dans la Ruhr de l'état federal du North Rhine-Westphalia. Son histoire est vraiment subordonnée au développement industriel et à l'activité d'extraction du charbon depuis 1800.	

<b>European Destinations of Excellence (EDEN)</b>	<a href="http://ec.europa.eu/growth/sectors/tourism/offer/eden_it">http://ec.europa.eu/growth/sectors/tourism/offer/eden_it</a>
---	---



COMMANDITAIRE: Commission européenne

LIEU ET DATE: 2006

DESCRIPTION: Promeut le tourisme durable, favorise la visibilité des destinations touristiques émergentes en Europe, contribue à créer conscience sur la diversité et qualité des destinations touristiques. Les compétitions qui se déroulent chaque année se basent sur des thématiques telles que tourisme rural, tourisme accessible, etc.

Le vainqueur 2015: la thématique de la compétition a été la gastronomie locale. Les destinations gagnantes sont les suivantes: Mostviertel Tourism en Autriche ; Waimes, Belgium; Gornje Medimurje, Croatia; Pitsilia region, Cyprus; Jeseniky, Czech Republic; Hiiumaa, Estonia; Tournus and the Tournougeois, France; Mecsek Greenway, Hungary Skagafjordur Food Chest, Iceland; The Burren Food Trail, Ireland; Guardiagrele, City of Taste, Italy; Latgale region, Latvia; A spit cake in Jaskonys, Druskininkai municipality, Lithuania; Xaghra, Malta; The Silesian Tastes Culinary Route, Poland; Marginimea Sibiului, Romania; Pirot, Serbia; Brda en Slovenie; Goierri, Basque Country, Spain; Gaziantep, Turkey.



  <p><b>Environmental Ship Index</b> The clean vessel premium</p>	<p><a href="http://www.marseille-port.fr/en/Accueil/">http://www.marseille-port.fr/en/Accueil/</a></p>
<p>COMMANDITAIRE: Port de Marseille</p> <p>LIEU ET DATE: 2017</p> <p>DESCRIPTION: le Port de Marseille, afin de impliquer les compagnies navales pour atteindre leur propres objectifs de amélioration de la qualité de l'air, a crée le prix pour les "<i>greenest</i>" <i>shipping companies</i>, qui est décerné aux navires qui se caractérisent par des performances environnementales qui améliorent les conditions légales. De cette façon, ce Port confirme son propre engagement dans l'initiative World Ports Climate Initiative.</p>	

## Conclusions

L'analyse des labels écologiques et de la géographie de leur diffusion sur les territoires partenaires de ce projet a permis de relever les informations suivantes:

- la région PACA a reconnu aux labels écologiques un rôle clé pour la valorisation de l'offre touristique régionale parce que dans toute la filière analysée on a noté des nombreuses entités certifiées ou qui ont reçu des reconnaissances. En outre, on souligne une attention particulière donnée à la conscience de l'importance des certifications et cela on peut l'attribuer à des stratégies partagées, aspects culturels et normatifs ;
- dans les régions italiennes il y a surtout des entités qui décident de se certifier parce que elles désirent affirmer des valeurs locales du point de vue durable (on peut penser par exemple à l'accueil sur les zones côtières de la Sardaigne et aux agritourismes en Toscane);
- en Sardaigne les certifications concernent surtout le cadre des stratégies régionales qui ont donné le feu vert à des financements pour les certifications (on peut penser par exemple aux éco-événements certifiés en tant que actions pilote du Plan Environnemental Régional).

Par contre, les labels écologiques ont des caractéristiques communes n'importe quel produit/service auquel ils sont attribués. Ils se basent en effet sur des critères et des protocoles à respecter afin d'atteindre des objectifs de durabilité environnementale/sociale/économique représentés par la recherche de minimaliser les incidences sur les composants environnementaux tels que air, eau, sol. La diffusion différente des plusieurs labels (par exemple la presque totale manque de la Green Key en Italie et son extrême diffusion en France) on peut l'attribuer à plusieurs facteurs, qui devraient être mieux analysés et probablement liés à des stratégies locales, à des politiques de diffusion des labels par les sujets certificateurs, aspects culturels, etc.

A ce propos, cette analyse suggère des possibles parcours pour la définition d'une commune stratégie pour l'identification des critères éco-durables pour les itinéraires touristiques d'intérêt pour les partenaires de ce Projet. Si d'une part, il faut proposer une réflexion sur le fait que ce sont surtout les territoires et les structures portuaires qui doivent se doter pour les choix durables concernant sa propre gestion, parce qu'elles constitue l'accès et l'introduction aux itinéraires qui seront proposés au target de référence, de l'autre part, les activités, les services qui feront partie de l'offre des itinéraires touristiques pourront satisfaire différentes stratégies pour la connotation éco-durable des itinéraires. Ci-après, on peut consulter les aspects les plus importants des deux possibles stratégies qu'on peut mettre en marche dans le cadre du Projet PC Maritime IT-FR – 2014 – 2020 – Projet ItinERA:

1. Stratégie des itinéraires certifiés;
2. Stratégie de la certification des aspects environnementaux significatifs pour l'itinéraire.

### Stratégie des itinéraires certifiés

**Description synthétique:** selon cette stratégie toute sorte de service/activité doit être inclus dans l'itinéraire et doit se doter d'une certification écologique reconnue (parmi toutes celles qui ont été identifiées au cours du susdit rapport), par exemple les hôtels, les agritourismes (écolabel, Green Key etc.), événements certifiés, sites naturels certifiés, etc.

**Exigences:** identifier les labels à adopter pour les activités/services qu'on veut insérer dans l'itinéraire.

**Points de force:** certitude et objectivité des certifications et des itinéraires garantie par la procédure de certification des labels ; action sur les aspects environnementaux significatifs et spécifiques pour chaque activité/service; certification demandée à d'autres organismes ou entités de certification.

**Points de faiblesse/difficulté:** rigidité du système de réalisation de l'itinéraire; difficultés à impliquer toutes les parties engagées (si elles ne sont pas incitées) en ce qui concerne les frais et les efforts nécessaires; imposition des certifications/labels en tant que éléments de accessibilité aux itinéraires.

### Stratégie de la certification des aspects environnementaux significatifs pour l'itinéraire

#### Ex.: Itinéraire à faible émission de CO<sub>2</sub>

**Description synthétique:** cette stratégie s'inspire des certifications environnementales ISO 14001 et EMAS et exige que le partenariat identifie pour l'itinéraire les aspects environnementaux significatifs par rapport auxquels minimiser l'incidence de l'itinéraire lui-même (par exemple : les émissions de CO<sup>2</sup> déterminées par la mobilité à terre ; la consommation d'eau des productions locales pour la production de produits bio, etc. ). En se servant des indications qui dérivent des labels écologiques sur les aspects environnementaux significatifs, chaque activité/service devra toutefois concentrer ses propres efforts sur l'amélioration environnementale en agissant sur certains aspects (et non sur tous ceux qui se trouvent sur les labels écologiques).

**Exigences:** identifier pour les itinéraires les aspects environnementaux significatifs; identifier les indicateurs et les éléments de référence pour les objectifs de durabilité environnementale des itinéraires (pour une longue, moyenne, courte période par exemple).

**Points de force:** adéquation des principes écologiques aux spécificités de l'itinéraire et aux systèmes locaux; réduction des frais pour les parties concernées qui peuvent se concentrer sur des objectifs d'intérêt pour l'itinéraire et non sur la multiplicité des critères des labels écologiques; les labels écologiques constituent une valeur ajoutée pour l'itinéraire, dans le cas où les activités choisissent de s'en doter ou dans le cas ils le possède déjà et non un élément de discrimination pour l'accès à l'itinéraire.

**Points de faiblesse/difficultés:** la procédure doit être contrôlé et géré d'une façon encourageant.

Les deux stratégies qu'ont été exposées ci-dessus ne doivent nécessairement être mise en marche en tant que alternatives, mais elles peuvent s'intégrer entre elles mêmes et donner une stratégie mixte.

## Sitographie et bibliographie raisonnées

### Tourisme

Turismo. Economia e Applicazioni, Favro Paris M.M.,(2016), G. Giappicchelli editore

Understanding Urban Ecosystems: A New Frontier for Science and Education, Alan R. Berkowitz, Charles H. Nilon, Karen S. Hollweg (1994), Springer

Trasporto marittimo e gestione ambientale nelle aree portuali italiane, (Rapporto ISPRA, 2016)

<http://www.ecotrans.de/>

### Labels écologiques

Guide for the certification of tourists accommodation and tour operators in southern Mediterranean countries. Switchmed programme founded by the European Union

<http://www.parks.it/indice/cets/>

[www.euoparc-fr.org](http://www.euoparc-fr.org)

[www.federparchi.it](http://www.federparchi.it)

<http://www.euoparc.org/>

<http://www.laclefverte.org/>

### Outils de gestion environnementale

<http://www.accredia.it/>

<https://www.iso.org/iso-14001-environmental-management.html>

Emas - Regolamento (CE) n. 1221/09

<http://eur-lex.europa.eu/legal-content/IT/TXT/PDF/?uri=CELEX:32017D0175&from=EN>

[https://www.iso.org/files/live/sites/isoorg/files/archive/pdf/en/sustainable\\_events\\_iso\\_2012.pdf](https://www.iso.org/files/live/sites/isoorg/files/archive/pdf/en/sustainable_events_iso_2012.pdf)

## **Événements durables et organisations**

<http://sustainable-event-alliance.org/join/>

<http://www.necstour.eu/event/calendar>

<http://www.bandierablu.org/common/blueflag.asp?anno=2017&tipo=approdo>

[https://www.france-voyage.com/francia-citta/pavillon\\_bleu-label.htm](https://www.france-voyage.com/francia-citta/pavillon_bleu-label.htm)

## **Pavillons bleu**

<http://www.bandierablu.org/common/blueflag.asp?anno=2017&tipo=approdo>

[https://www.france-voyage.com/francia-citta/pavillon\\_bleu-label.htm](https://www.france-voyage.com/francia-citta/pavillon_bleu-label.htm)

## **Etudes de cas**

<http://edition.cnn.com/travel/article/green-vacations-sustainable-places/index.html>

<https://sustainabledevelopment.un.org/memberstates/france>

<https://www.iucn.org/content/green-passport-sustainable-tourism-france-overseas>

<http://www.paca.developpement-durable.gouv.fr/acces-aux-sites-suivants-a8697.html>

<http://www.tourism4development2017.org/>

<http://civitas.eu/destinations>

<https://www.entreprises.gouv.fr/qualite-tourisme/qualite-tourismetm-a-landmark-for-your-trip-in-france?language=en-gb>

## **Institutions du tourisme**

<http://www2.unwto.org/en>

<https://ec.europa.eu/growth/>

<http://www.unep.org/>

## **Législation**

Convenzione Marpol 73/78 – prevenzione inquinamento navi (pubblicazione ISPRA)

COM (2002)595 – Comunicazione adottata dalla Commissione dal titolo “Strategia dell’Unione europea per ridurre le emissioni atmosferiche delle navi marittime”

Cruise Ship Tourism, Ross Dowling, Clare Weeden (2017), sezione Planning and management for sustainable cruising

[https://books.google.it/books?id=ePMsDgAAQBAJ&pg=PA452&lpg=PA452&dq=sea+cloud+cruises+sea+cloud+environment&source=bl&ots=51WNraASN&sig=8X5QrOykLIS4wcs2OepXkv7LNJI&hl=it&sa=X&ved=0ahUKEwjD9\\_nbvuTWAhWoF5oKHWzzDTEQ6AEIczAN#v=onepage&q=sea%20cloud%20cruises%20sea%20cloud%20environment&f=false](https://books.google.it/books?id=ePMsDgAAQBAJ&pg=PA452&lpg=PA452&dq=sea+cloud+cruises+sea+cloud+environment&source=bl&ots=51WNraASN&sig=8X5QrOykLIS4wcs2OepXkv7LNJI&hl=it&sa=X&ved=0ahUKEwjD9_nbvuTWAhWoF5oKHWzzDTEQ6AEIczAN#v=onepage&q=sea%20cloud%20cruises%20sea%20cloud%20environment&f=false)

<https://www.ponant.com/pourquoi-ponant/environnement#tab5>

<http://peaceboat.org/english/?menu=73>

<http://www.observatoire-portuaire.fr/>

<http://www.riviera-ports.com/en/port-of-cannes>

## **Législation nationale et européenne**

<http://www.sinanet.isprambiente.it/gelso/tematiche/buone-pratiche-per-il-turismo/normativa-e-documenti-di-riferimento>

<http://www.regione.toscana.it/>

<https://sustainabledevelopment.un.org/memberstates/france>

<https://www.regione.liguria.it/component/content/article.html?id=3120>

<https://www.iucn.org/content/green-passport-sustainable-tourism-france-overseas>

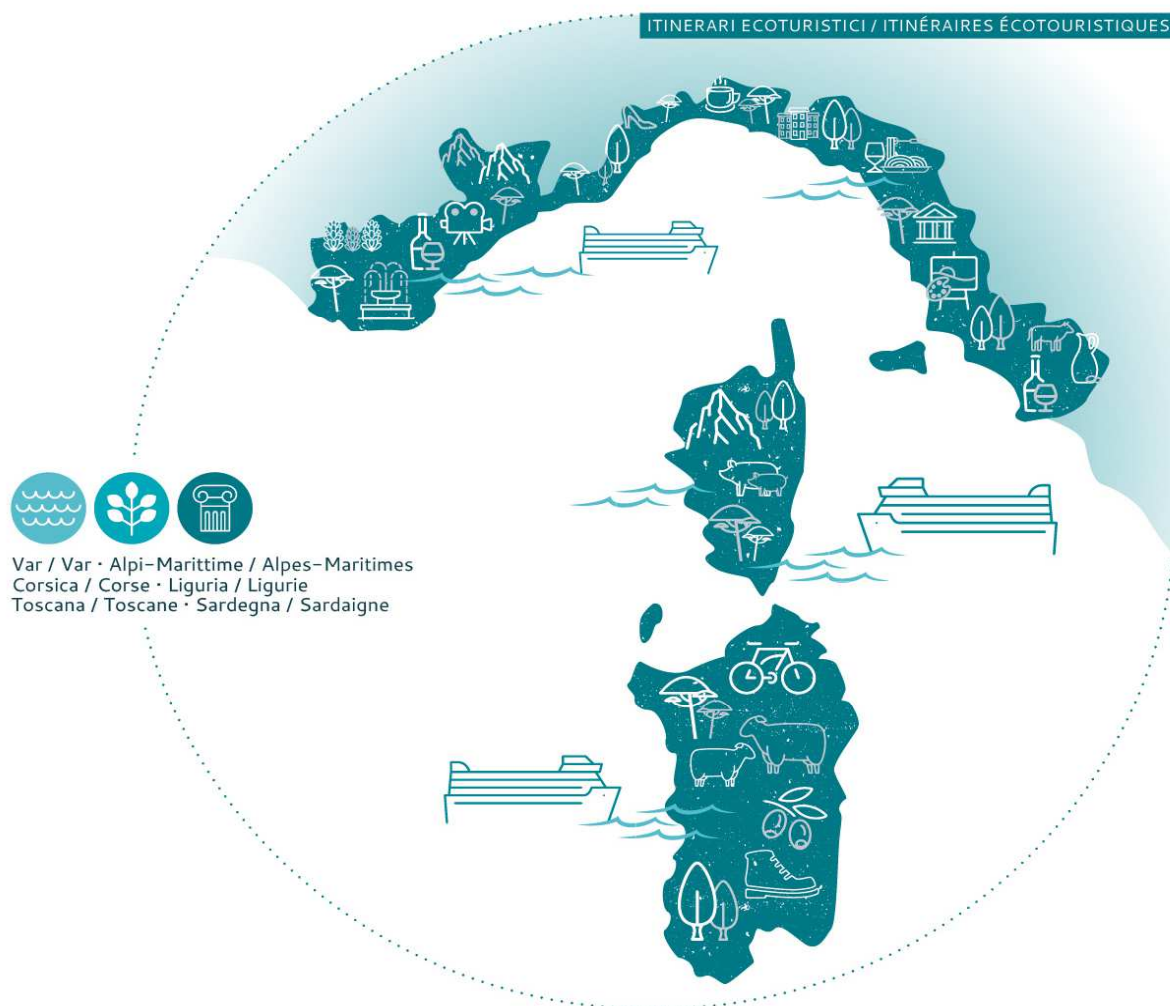
<http://www.regionpaca.fr/economie-emploi/economie-touristique.html>

# COMPONENTE T

## Attività T.1.1

### Prodotto T.1.1.1

# “Report sullo stato dell’arte europeo in materia di normative e marchi ecoturistici”



**A cura di:**

Ing. Barbara Dessì

**Per conto di:**

Regione Autonoma della Sardegna

BIC Sardegna S.p.A.

Report del 30.10.2017





## Sommario

Supporto specialistico per attività di analisi della normativa e delle certificazioni in materia di eco-turismo .....	4
Introduzione.....	4
Inquadramento e definizione di ecoturismo .....	6
Analisi normativa comunitaria, nazionale e regionale sull'eco-turismo.....	8
Documenti di indirizzo .....	8
Normativa nazionale .....	12
Normativa regionale.....	12
Criteri per la selezione della tipologia di etichette ecologiche o ecoturistiche.....	14
Etichette ecologiche e certificazioni ambientali- breve cenno .....	14
Certificazioni per le navi da crociera.....	16
Cenni agli impatti del turismo crocieristico e degli strumenti di certificazione .....	16
La certificazione ambientale delle navi da crociera di lusso – Il caso del porto di Cagliari .....	17
Certificazione ambientale dei porti .....	19
Gli indirizzi a livello nazionale per la sostenibilità ambientale dei porti – Il caso dell'Italia .....	19
Il coinvolgimento delle camere di commercio per la certificazione ambientale dei porti della Regione Provence, Alpes, Cote d'Azur .....	19
La certificazione ambientale dei porti – Stato dell'arte .....	19
Certificazione ambientale delle strutture alberghiere ed extra alberghiere .....	21
La certificazione ambientale delle strutture ricettive - Stato dell'arte .....	21
Schede di dettaglio delle etichette ecologiche, delle norme e dei regolamenti.....	23
Schede delle norme per la gestione ambientale dei processi .....	25
Altre etichette ecologiche e casi di studio .....	28
Certificazione dei trasporti a terra per crocieristi .....	29
Caso di studio – Scala nazionale: la Germania .....	29
Casi di studio regionale e locale dal progetto Destinations - Civitas 2020 .....	30
Certificazione ambientale delle destinazioni/mete turistiche.....	32
L'impronta ecologica come approccio per la sostenibilità ambientale nelle mete turistiche.....	32

Certificazione ambientale di istituzioni e organizzazioni riferibili al settore turistico .....	32
La certificazione delle aree naturali e dei parchi .....	34
Stato dell'arte certificazioni parchi .....	36
Certificazione di sostenibilità degli eventi .....	36
Esempi significativi in Francia .....	37
Esempi in Sardegna .....	38
Certificazione delle coste.....	38
Premi e riconoscimenti in ambito di turismo sostenibile.....	39
Sitografia e bibliografia ragionata .....	43

## Supporto specialistico per attività di analisi della normativa e delle certificazioni in materia di eco-turismo

### Introduzione

Il presente report è stato elaborato a seguito della sottoscrizione della convenzione con il BiC Sardegna e tiene conto delle indicazioni che nel corso dello svolgimento dell'incarico sono state fornite, al fine di rispondere al meglio alle esigenze di approfondimento manifestate dai partner regionali del progetto PC Marittimo IT-FR – 2014 – 2020 - ItinERA.

Il presente documento contiene le analisi svolte sulle etichette ecologiche diffuse nei territori coinvolti nel progetto (Sardegna, Toscana, Liguria, Corsica, Provence, Alpes, Cote d'Azur) e include un *escursus* sulle norme in materia di turismo sostenibile ivi applicate. Si è ritenuto inoltre significativo esplorare, attraverso alcuni cenni, l'ambito dei "riconoscimenti o premi" (awards), che rappresentano riconoscimenti per l'impegno dei territori e/o degli attori coinvolti nella produzione, promozione o fruizione di forme di turismo sostenibile, pur rappresentando modalità differenti di "certificazione" delle azioni di sostenibilità ambientale, sociale e culturale.

I contenuti del report sono stati integrati con alcuni casi di studio, selezionati ad esempio nei contesti virtuosi della Germania e della Spagna, al fine di stimolare riflessioni su possibili soluzioni o azioni innovative di cui tener conto nell'elaborazione di linee guida per una comune (delle regioni partecipanti al progetto) definizione di itinerari eco-turistici.

Le attività svolte sono le seguenti:

1. breve introduzione al concetto di ecoturismo per la definizione del contesto di analisi;
2. individuazione dei criteri per la selezione della tipologia di etichette ecologiche o ecoturistiche su cui concentrare l'analisi dello stato dell'arte;
3. rilevazione dello stato dell'arte delle certificazioni ecosostenibile dei territori coinvolti nel progetto per le attività ricettive ed extra ricettive e per le altre attività, per i siti/enti coinvolti nella filiera del turismo crocieristico (viaggio in crociera, servizi portuali, mobilità nei territori, eventi, siti di interesse turistico);
4. elaborazione di schede sintetiche delle etichette ecologiche e degli schemi di certificazione in materia ambientale, adottabili da organizzazioni/enti (comuni, enti di gestione di parchi e riserve ecc.), applicate nel contesto territoriale di riferimento e breve analisi critica;
5. analisi di premi/riconoscimenti ottenibili nell'ambito del turismo sostenibile;
6. individuazione di casi di studio significativi per analisi di esperienze sviluppate in altri contesti territoriali, anche se riferiti ad altre etichette ecologiche o riferite ad ambiti specifici (es.: mobilità);

7. creazione di una banca dati delle norme, dei regolamenti o dei documenti in materia di turismo e turismo sostenibile applicate a livello europeo, a livello nazionale (Italia, Francia) e a livello regionale (Sardegna, Toscana, Liguria, Corsica, PACA);
8. bibliografia e sitografia ragionata.

## Inquadramento e definizione di ecoturismo

Il progetto PC Marittimo IT-FR – 2014 – 2020 - ItinERA – Itinerari Ecoturistici in Rete per Accrescere la competitività delle PMI e la qualità dei servizi” ed il suo focus sul tema dell’eco turismo è inquadrabile nell’importante cambiamento riferibile al modello di sviluppo sostenibile introdotto nel 1987 dal Rapporto Brundtland (*Our Common Future*) che lo definisce esplicitamente come quello sviluppo capace di soddisfare i bisogni della generazione presente senza compromettere quelli delle generazioni future.

In occasione della Conferenza Onu su ambiente e sviluppo tenutasi a Rio de Janeiro nel 1992 (*Earth summit*) il concetto di sviluppo sostenibile viene sviluppato e integrato e include oltre all’attenzione sugli aspetti ambientali, l’attenzione alle problematiche della giustizia economica e dell’equità sociale.

Gli effetti dell’azione locale sul sistema globale rappresentano un inedito schema di ragionamento per i processi di sviluppo delle popolazioni, delle attività e dei territori introdotto nella conferenza di Rio e con l’Agenda 21 si delineano le linee guida (in campo sociale, culturale, ambientale ed economico) cui devono ispirarsi progetti di sviluppo sostenibile.

Le tappe istituzionali del turismo sostenibile sono le seguenti: Rapporto Brundtland (1987); Summit di Rio de Janeiro (1992); Carta di Lanzarote per un turismo sostenibile (1995); Agenda 21 per viaggi e turismo(1996); Codice etico globale per il turismo (1999); Dichiarazione di Quebec sull’ecoturismo(2002); Dichiarazione di Davos su cambio climatico e turismo (2007). Esse rappresentano dichiarazioni di intenti con scarso potere normativo e segnano tuttavia un cambiamento fondamentale nel modello turistico fordista.

Il modello di eco-turismo si lega inevitabilmente all’evoluzione brevemente esposta e viene definito per la prima volta nel 1988 quando l’Organizzazione Mondiale del Turismo stabilisce che “le attività turistiche sono sostenibili quando si sviluppano in modo tale da mantenersi vitali in un’area turistica per un tempo illimitato, non alterano l’ambiente (naturale, sociale ed artistico) e non ostacolano o inibiscono lo sviluppo di altre attività sociali ed economiche”.

A questa prima definizione ne sono seguite altre che contengono sfumature differenti e che progressivamente hanno incluso l’attenzione allo sviluppo locale associato al turismo e agli aspetti sociali. Si ritrovano in letteratura denominazioni diverse: turismo alternativo, turismo sociale, turismo equo e solidale, turismo responsabile, turismo di comunità, *slow tourism*, ecoturismo. I principi guida comuni a queste tipologie di turismo sono rappresentati dai valori e dalle pratiche turistiche improntate ai principi della sostenibilità:

- uso equilibrato delle risorse ambientali, salvaguarda biodiversità e patrimonio naturale;
- rispetto del patrimonio socio-culturale delle comunità ospitanti;
- conservazione del patrimonio architettonico e culturale locale;

- attenzione alla comprensione e alla tolleranza delle diversità culturali;
- *governance* locale delle attività, attenta ad una equilibrata distribuzione delle opportunità e dei redditi derivanti dal turismo nella società locale.

Nell'ambito di queste definizioni si incardinano i marchi ecologici di prodotti, servizi e le certificazioni dei sistemi organizzativi afferenti al settore turistico, ritenuto la quarta causa di inquinamento ambientale e di produzione di CO<sub>2</sub>, dopo i consumi legati all'alimentazione, all'abitare e alla mobilità (Consumption and Environment 2012). I principali responsabili dell'impatto del turismo sull'ambiente sono i trasporti, in particolare l'aereo e l'auto, che determinano il 75% delle emissioni di CO<sub>2</sub>.

Il secondo ruolo rilevante lo hanno invece le strutture ricettive, responsabili del 21% circa delle emissioni di CO<sub>2</sub> legate all'intero sistema turistico (Fonte: UNWTO-UNEP report 2008, Climate Change and Tourism).

## Analisi normativa comunitaria, nazionale e regionale sull'eco-turismo

L'analisi schematica della normativa di seguito riportata, rappresenta un elemento di riferimento per la comprensione del contesto di interesse.

Le schede elaborate riguardano non solo le norme cogenti ma anche i documenti che hanno orientato e determinato la definizione dei principi del turismo sostenibile. Le fonti utilizzate sono il sito dell'Istituto Superiore per la Protezione e la Ricerca Ambientale (ISPRA), il sito dell'Organizzazione Mondiale del Turismo (United Nations World Tourism Organization), il sito dell'Unione Europea – Direzione Generale Ambiente, ed i siti istituzionali delle Regioni Sardegna, Toscana e Liguria.

### Documenti di indirizzo

<b>AGENDA 21</b>	<a href="http://www.sinanet.isprambiente.it/gelso/files/agenda-21.pdf">http://www.sinanet.isprambiente.it/gelso/files/agenda-21.pdf</a>
<p>PROMOTORE: ONU, Conferenza Mondiale sull'Ambiente e lo Sviluppo</p> <p>LUOGO E DATA: Rio de Janeiro, Brasile. 1992</p> <p>DESCRIZIONE Con la Conferenza si gettano le fondamenta per l'avvio di un percorso di sostenibilità che integra sviluppo e tematiche ambientali. L'approvazione del documento Agenda 21, che costituisce il programma d'azione per il XXI secolo, promuove tra le azioni da intraprendere il ruolo del turismo per la salvaguardia delle risorse naturali.</p>	
<b>CARTA DI LANZAROTE</b>	<a href="http://www.sinanet.isprambiente.it/gelso/files/carta-lanzarote-1995.pdf">http://www.sinanet.isprambiente.it/gelso/files/carta-lanzarote-1995.pdf</a>
<p>PROMOTORE: WTO, UNEP, UNESCO, EU, Conferenza Mondiale sul Turismo Sostenibile</p> <p>LUOGO E DATA: Lanzarote, Spagna. 1995</p> <p>DESCRIZIONE La Carta sancisce i principi base di un turismo sostenibile, definendone le priorità e gli obiettivi. Fa appello ai governi affinché adottino Piani di sviluppo sostenibile nel turismo e propone concrete linee d'azione da intraprendere. Si rivolge inoltre agli operatori del settore e ai turisti stessi esortandoli all'adozione di nuovi modelli comportamentali, che consentano una crescita razionale e responsabile.</p>	
<b>DICH. BERLINO</b>	<a href="http://www.sinanet.isprambiente.it/gelso/files/dichiarazione-berlino-1997.pdf">http://www.sinanet.isprambiente.it/gelso/files/dichiarazione-berlino-1997.pdf</a>
<p>PROMOTORE: Conferenza internazionale dei Ministri dell'Ambiente sulla Biodiversità e il Turismo</p> <p>LUOGO E DATA: Berlino, Germania. 1997</p> <p>DESCRIZIONE Dichiarazione d'intenti conforme ai principi della Convenzione sulla Diversità Biologica. Si raccomandano misure atte a contenere gli impatti negativi del turismo sulle risorse naturali, a rispettare le tradizioni culturali e artistiche delle comunità ospitanti e a sviluppare piani integrati di gestione locale del turismo con prospettive di lungo termine.</p>	



<b>DICH. DI CALVIA'</b>	<a href="http://www.sinanet.isprambiente.it/gelso/files/dichiarazione-calvia-1997.pdf">http://www.sinanet.isprambiente.it/gelso/files/dichiarazione-calvia-1997.pdf</a>
<p>PROMOTORE: Conferenza internazionale sul Turismo e lo Sviluppo Sostenibile nel Mediterraneo</p> <p>LUOGO E DATA: Calvià, Spagna. 1997</p> <p>DESCRIZIONE Dichiarazione d'intenti, che come per la Dichiarazione di Berlino, nel sostenere il rispetto dell'ambiente naturale e artistico, insiste sull'attivazione di processi di Agenda 21 locale, quale principale strumento per lo sviluppo di piani integrati e condivisi, che sono alla base di una visione globale di sostenibilità.</p>	
<b>DICH. DI MONTREAL</b>	<a href="http://www.sinanet.isprambiente.it/gelso/files/dichiarazione-montreal-1996.pdf">http://www.sinanet.isprambiente.it/gelso/files/dichiarazione-montreal-1996.pdf</a>
<p>PROMOTORE: BITS – Bureau International du Tourisme Social</p> <p>LUOGO E DATA: Montreal, Canada. 1996</p> <p>DESCRIZIONE La Dichiarazione pone il turismo sociale alla base di uno sviluppo sostenibile del turismo, i cui piaceri e vantaggi siano accessibili a tutti.</p>	
<b>DICH. MANILA SU IMPATTO SOCIALE DEL TURISMO</b>	<a href="http://www.sinanet.isprambiente.it/gelso/files/dichiarazione-manila-1997.pdf">http://www.sinanet.isprambiente.it/gelso/files/dichiarazione-manila-1997.pdf</a>
<p>PROMOTORE: WTO, Assemblea Generale</p> <p>LUOGO E DATA: Manila, Filippine. 1997</p> <p>DESCRIZIONE La Dichiarazione contempla gli aspetti sociali del turismo sostenibile e persegue gli obiettivi di combattere le iniquità sociali e lo sfruttamento derivati da attività turistiche.</p>	
<b>WSSD IMPLEMENTATION PLAN</b>	<a href="http://www.sinanet.isprambiente.it/gelso/files/wssd-planimpl.pdf">http://www.sinanet.isprambiente.it/gelso/files/wssd-planimpl.pdf</a>
<p>PROMOTORE: ONU, World Summit on Sustainable Development</p> <p>LUOGO E DATA: Johannesburg, Sudafrica. 2002</p> <p>DESCRIZIONE La conferenza mondiale riafferma la necessità di una piena realizzazione dei programmi di Agenda 21 e dei principi della Conferenza di Rio. Il Piano di Implementazione include punti relativi all'adozione di piani per un turismo sostenibile.</p>	





<b>DICH. DI QUEBEC</b>	<a href="http://www.sinanet.isprambiente.it/gelso/files/dichiarazione-quebec-ecoturismo-2002.pdf">http://www.sinanet.isprambiente.it/gelso/files/dichiarazione-quebec-ecoturismo-2002.pdf</a>
<p>PROMOTORE: WTO, UNEP, World Eco-tourism Summit</p> <p>LUOGO E DATA: Quebec, Canada. 2002</p> <p>DESCRIZIONE Le tematiche riguardanti le sfide o gli obiettivi del turismo sostenibile e le azioni da intraprendere vengono riprese e discusse alla conferenza mondiale, che promuove l'ecoturismo e principi in materia di gestione delle risorse naturali.</p>	
<b>DICH. DI DJERBA</b>	<a href="http://www.sinanet.isprambiente.it/gelso/files/dichiarazione-djerba-2003.pdf">http://www.sinanet.isprambiente.it/gelso/files/dichiarazione-djerba-2003.pdf</a>
<p>PROMOTORE: WTO, Prima Conferenza Internazionale sui Cambiamenti Climatici e il Turismo</p> <p>LUOGO E DATA: Djerba, Tunisia. 2003</p> <p>DESCRIZIONE Con la Dichiarazione si riconosce la reciproca influenza esistente tra il turismo e i cambiamenti climatici e si insiste particolarmente sul sostegno alle ricerche scientifiche e l'uso di tecnologie pulite.</p>	
<b>UNEP PRINCIPLES</b>	<a href="http://www.sinanet.isprambiente.it/gelso/files/unep-principles.pdf">http://www.sinanet.isprambiente.it/gelso/files/unep-principles.pdf</a>
<p>PROMOTORE: UNEP</p> <p>DESCRIZIONE Molte organizzazioni internazionali hanno contribuito mediante studi, rapporti, dichiarazioni, a delineare i principi e gli obiettivi del turismo sostenibile, le misure da adottare, i nuovi comportamenti da sostenere e le attribuzioni di responsabilità. Il United Nations Environment Programme (UNEP) ha predisposto un documento sotto forma di linee guida, UNEP Principles, in cui i principi del turismo sostenibile sono analizzati dettagliatamente e vengono fornite raccomandazioni utili per il governo delle attività turistiche.</p>	
<b>CODICE MONDIALE DI ETICA DEL TURISMO</b>	<a href="http://www.sinanet.isprambiente.it/gelso/files/codice-etico-wto.pdf">http://www.sinanet.isprambiente.it/gelso/files/codice-etico-wto.pdf</a>
<p>PROMOTORE: WTO. 1999</p> <p>DESCRIZIONE L'Organizzazione Mondiale del Turismo (WTO/OMT) ha elaborato un Codice Etico sul Turismo adottato nel 1999, i cui principi sono la promozione di un turismo responsabile e sostenibile, accessibile a tutti e equo nella condivisione dei benefici a tutti i settori della società. Il turismo così delineato dal Codice diviene una fonte di arricchimento culturale e di valorizzazione territoriale, economicamente vantaggiosa per i paesi e le comunità d'accoglienza.</p>	



<p><b>CARTA EUROPEA DEL TURISMO DUREVOLE NELLE AREE PROTETTE</b></p>	<p><a href="http://www.sinanet.isprambiente.it/gelso/files/carta-eu-turismo-durevole.pdf">http://www.sinanet.isprambiente.it/gelso/files/carta-eu-turismo-durevole.pdf</a></p>
<p>PROMOTORE: Europarc. 1999</p> <p>DESCRIZIONE Europarc, Federation of Nature and National Parks of Europe, è un'organizzazione pan-europea costituita da più di 500 aree protette europee di oltre 38 paesi. La Carta elaborata nel 1999, in linea con le priorità mondiali dell'azione coordinata verso uno sviluppo durevole, si conforma ai principi della Carta di Lanzarote e della Convenzione sulla Diversità Biologica, rappresentando uno strumento pratico per la loro attuazione nelle aree protette. Le finalità perseguite sono quelle di migliorare la conoscenza del territorio e del patrimonio culturale e di adottare un approccio strategico di sviluppo durevole del turismo.</p>	
<p><b>GUIDA SUSTAINABLE TOURISM. ENHANCING CAPACITIES FOR SUSTAINABLE TOURISM FOR DEVELOPMENT IN DEVELOPING COUNTRIES</b></p>	<p><a href="http://www.e-unwto.org/doi/book/10.18111/9789284415496">http://www.e-unwto.org/doi/book/10.18111/9789284415496</a></p>
<p>PROMOTORE: UNWTO, Commissione Europea. 2015</p> <p>DESCRIZIONE Ispirata alle direttive dell'Agenda 2030 per lo sviluppo sostenibile, il documento siglato nel 2015 dai paesi aderenti all'ONU prevede di realizzare entro il 2030 uno sviluppo sostenibile del pianeta. Gli obiettivi indicati nel documento sono 17 e vanno dalla <b>riduzione della povertà</b> alla <b>conservazione del patrimonio ambientale e culturale</b>, fino alla promozione della <b>pace</b>.</p>	
<p><b>CONVENTION ON TOURISM ETHICS</b></p>	<p><a href="http://ethicsconventions.unwto.org/content/unwto-framework-convention-tourism-ethics-0">http://ethicsconventions.unwto.org/content/unwto-framework-convention-tourism-ethics-0</a></p>
<p>PROMOTORE: UNWTO. 2017</p> <p><u><a href="#">A/RES/70/193</a></u> - The United Nations Resolution of International Year of Sustainable Tourism for Development:</p> <p>DESCRIZIONE In occasione dell'assemblea XXII tenutasi il 15.09.2017, gli Stati membri hanno approvato il documento che trasforma il Codice Mondiale di Etica del Turismo in una Convenzione Internazionale. Questo rappresenta un passo significativo volto ad assicurare che lo sviluppo del turismo avverrà nel rispetto dello sviluppo sostenibile, dei temi sociali, dello sviluppo locale, favorirà la comprensione tra culture e sarà attento e orientato ai temi del lavoro.</p>	

## Normativa nazionale

Di seguito la normativa di riferimento per l'Italia

<b>LEGGE 29 MARZO 2001, N. 135</b> Riforma della legislazione nazionale del turismo"	<a href="http://www.sinanet.isprambiente.it/gelso/files/legge-135-2001.pdf">http://www.sinanet.isprambiente.it/gelso/files/legge-135-2001.pdf</a>
DESCRIZIONE La legge quadro sul turismo prevede misure di sostegno per la riqualificazione delle imprese turistiche rispetto allo sviluppo di marchi di qualità, certificazioni ecologiche e tutela del prodotto turistico locale.	
<b>DPCM 13 SETTEMBRE 2002</b>	<a href="http://www.sinanet.isprambiente.it/gelso/files/dpcm2002.pdf">http://www.sinanet.isprambiente.it/gelso/files/dpcm2002.pdf</a>
DESCRIZIONE Il Decreto recepisce l'accordo fra lo Stato, le regioni e le province autonome sui principi per l'armonizzazione, la valorizzazione e lo sviluppo del sistema turistico.	
<b>DPCM 16 FEBBRAIO 2007</b>	<a href="http://www.sinanet.isprambiente.it/gelso/files/dpcm-16-2-2007.pdf">http://www.sinanet.isprambiente.it/gelso/files/dpcm-16-2-2007.pdf</a>
DESCRIZIONE: Il Decreto ha ad oggetto l'individuazione degli interventi e la ripartizione delle risorse stanziare dalla legge finanziaria 2007 per l'adeguamento dell'offerta delle imprese turistico-ricettive e la promozione di forme di turismo ecocompatibile.	
<b>D.LGS 23 MAGGIO 2011, N. 79</b> Codice della normativa statale in tema di ordinamento e mercato del turismo	<a href="http://www.sinanet.isprambiente.it/gelso/files/dlgs-79-2011-codice-del-turismo.pdf">http://www.sinanet.isprambiente.it/gelso/files/dlgs-79-2011-codice-del-turismo.pdf</a>
DESCRIZIONE Il nuovo Codice del turismo provvede al riordino, al coordinamento e all'integrazione delle disposizioni legislative statali vigenti.	

Di seguito la normativa di riferimento per la Francia

<b>26 LUGLIO 2017</b> <b>INTERMINISTERIAL COUNCIL FOR TOURISM</b>	<a href="https://www.diplomatie.gouv.fr/IMG/pdf/dp_ci_toursime-ang_v3_cle494463.pdf">https://www.diplomatie.gouv.fr/IMG/pdf/dp_ci_toursime-ang_v3_cle494463.pdf</a>
DESCRIZIONE definizione della <i>roadmap</i> per il turismo e delle misure per rinforzare l'attrattività del turismo francese.	

## Normativa regionale

Si citano a seguire le norme regionali sul turismo, che dettano l'orientamento delle regioni rispetto al turismo sostenibile.

Sardegna

<b>L.R. 28 LUGLIO 2017, N. 16</b> <b>"Norme in materia di turismo"</b>	<a href="http://consiglio.regione.sardegna.it/XVLegislatura/Leggi%20approvate/lr2017-16.asp">http://consiglio.regione.sardegna.it/XVLegislatura/Leggi%20approvate/lr2017-16.asp</a>
---	---

DESCRIZIONE Legge per la promozione e sostegno del turismo come settore prioritario per lo sviluppo socio-economico e sostenibile della Sardegna. Mira a: riorganizzare il comparto turistico regionale; riconoscere il ruolo strategico del turismo per lo sviluppo economico sostenibile del territorio e di tutti i settori produttivi ad esso connessi; promuovere l'integrazione economica e sociale del territorio; valorizzare e promuovere le relazioni tra il comparto turistico e le risorse naturali, culturali e identitarie; favorire l'offerta integrata di prodotti/tematismi attraverso un approccio sistemico.

## Toscana

<p><b>L.R. 20 DICEMBRE 2016, N. 86 "Testo unico sul sistema turistico regionale"</b></p>	<p><a href="http://raccoltanormativa.consiglio.regione.toscana.it/articolo?urndoc=urn:nir:regione.toscana:legge:2016-12-20;86">http://raccoltanormativa.consiglio.regione.toscana.it/articolo?urndoc=urn:nir:regione.toscana:legge:2016-12-20;86</a></p>
<p>DESCRIZIONE Legge che riconosce il ruolo strategico del turismo per lo sviluppo economico sostenibile, la promozione e la valorizzazione del territorio; mira a promuovere e valorizzare l'immagine unitaria del sistema turistico toscano; definire e attuare politiche di gestione coordinata delle risorse turistiche; favorire il miglioramento e l'ampliamento dell'offerta turistico-ricettiva, anche attraverso il sostegno all'innovazione tecnologica ed organizzativa del settore; favorire il rafforzamento strutturale del sistema di offerta turistica; orientare le politiche finalizzate alla realizzazione di un turismo sostenibile sotto il profilo ambientale, economico e sociale; riconoscere, promuovere e valorizzare tutte le forme di turismo tematico o settoriale. La legge tratta anche il tema del turismo accessibile.</p>	

Per altre leggi regionali si veda <http://www.regione.toscana.it/imprese/turismo/osservatorio-del-turismo>

## Liguria

<p><b>DELIBERAZIONE N.24 DEL 27 NOVEMBRE 2012</b></p>	<p><a href="https://www.regione.liguria.it/homepage/turismo/competenze-regionali-in-materia-di-turismo/turismo-normativa.html">https://www.regione.liguria.it/homepage/turismo/competenze-regionali-in-materia-di-turismo/turismo-normativa.html</a></p>
<p>DESCRIZIONE: il Consiglio regionale della Liguria ha approvato il Piano turistico regionale 2013-2015 cui segue, in conformità con quanto previsto dalla programmazione regionale, il Piano annuale di promozione turistica di competenza dell'Agenzia "In Liguria".</p>	
<p><b>L.R. 4 OTTOBRE 2006, N. 28 modificata con L.R 15/2015 "Organizzazione turistica regionale"</b></p>	<p><a href="https://www.regione.liguria.it/homepage/turismo/competenze-regionali-in-materia-di-turismo/turismo-normativa.html">https://www.regione.liguria.it/homepage/turismo/competenze-regionali-in-materia-di-turismo/turismo-normativa.html</a></p>
<p>DESCRIZIONE Regola l'ambito, i modi e i tempi della programmazione regionale in materia turistica e disciplina l'organizzazione turistica sul territorio che si basa sull'applicazione del principio di sussidiarietà. Infatti l'accoglienza turistica (Iat) e la promozione locale sono affidate ai Comuni e ad altri soggetti pubblici quali i Parchi regionali, anche in collaborazione con i privati, mentre la promozione dell'immagine unitaria dell'offerta turistica della Liguria è di competenza dell'Agenzia regionale per la promozione turistica In Liguria.</p>	

Per altre leggi regionali si veda <https://www.regione.liguria.it/homepage/turismo/competenze-regionali-in-materia-di-turismo/turismo-normativa.html>

## Criteria per la selezione della tipologia di etichette ecologiche o ecoturistiche

L'analisi ha riguardato le etichette ecologiche ma anche le certificazioni ambientali con cui possono dare evidenza del proprio impegno in termini di sostenibilità ambientale, le attività/ le istituzioni/gli enti gestori di servizi strutturanti l'esperienza turistica dei crocieristi. È stata considerata l'intera filiera che inizia con il viaggio in nave e si conclude con l'esplorazione del territorio (meta turistica); in particolare si è provveduto a ricercare, attingendo da diverse fonti, il tipo di certificazione di cui possono dotarsi le attività ed i servizi seguenti:

- le navi da crociera;
- gli enti gestori dei porti;
- le strutture ricettive: alberghi, campeggi, residence, agriturismo e le attività di ristorazione;
- i siti di interesse turistico destinati alla fruizione turistica (parchi, coste);
- gli eventi (sagre, fiere, feste patronali, concerti ecc.).

Per ogni attività si è provveduto ad elaborare:

- una breve analisi generale che inquadra la tipologia di impatto ambientale e la certificazione applicabile;
- un approfondimento sull'applicazione nei territori oggetto di studio (laddove possibile).

### **Etichette ecologiche e certificazioni ambientali- breve cenno**

Le etichette ecologiche sono basate sul rispetto di criteri, generalmente determinati attraverso processi regolatori partecipati e aggiornati. I criteri vengono usati per valutare: la sostenibilità del ciclo di realizzazione e trasformazione di un prodotto, come un servizio viene offerto o ancora come un sistema di gestione viene pianificato, applicato e migliorato ai fini del rispetto dell'ambiente. Il rispetto dei criteri ambientali viene verificato da un ente di ispezione, generalmente indipendente e accreditato.

Alcune etichette sono riconosciute ufficialmente dallo Stato (EU ecolabel), altre da organizzazioni o associazioni (Travelife label), altre ancora da compagnie (Green Globe label).

Il processo di certificazione è volontario parte dal rispetto imprescindibile delle norme cogenti, cui si affianca il rispetto di criteri ambientali, generalmente più stringenti, da applicare ad ambiti specifici: energia, rifiuti, consumo d'acqua, informazione ambientale, sensibilizzazione del turista ecc.

La durata media del processo di certificazione iniziale dipende dalla natura e dalla complessità dei criteri dell'etichetta, ma anche dalla situazione iniziale dell'attività/organizzazione. Il periodo per l'ottenimento della certificazione/marchio varia da pochi mesi a un anno.

Le norme ISO 14020 identificano tre tipi di etichette ecologiche: etichette di tipo I (multi criteria, valutativa, basata sull'analisi del ciclo di vita dei prodotti/servizi, es.: Ecolabel); etichette di tipo II (basate su un singolo criterio e applicabili a prodotti, es.: carbon footprint); etichette di tipo III (multi criteria, descrittiva, basata sull'analisi del ciclo di vita dei prodotti anche lungo la filiera, es.: EPD).

Le etichette ambientali di primo tipo, oggetto della presente indagine, sono assegnate a seguito di una valutazione, a prodotti o servizi con ridotto impatto ambientale e buone prestazioni funzionali. La valutazione viene fatta in base a criteri di eccellenza prefissati, considerando l'intero ciclo di vita. I prodotti e i servizi vengono valutati sulla base dell'impatto su: aria, suolo, acqua e salute umana. La certificazione ambientale di un sistema di gestione di un ente, di un'azienda ecc. riguarda invece i processi di produzione di beni o servizi e si ottiene a seguito del rispetto di una norma come la ISO 14001 o di un Regolamento (EMAS). Entrambe richiedono l'elaborazione e l'adozione di una politica ambientale da parte dell'alta dirigenza, da perseguire nei processi.

## Certificazioni per le navi da crociera

### Cenni agli impatti del turismo crocieristico e degli strumenti di certificazione

Dal punto di vista economico il turismo crocieristico impatta nella regione turistica attraverso le spese effettuate dai passeggeri per gli itinerari sulla terra ferma, per lo shopping, i pasti e per le attività di intrattenimento, raramente interessa le strutture ricettive. Dal punto di vista della sostenibilità ambientale e sociale la crociera presenta importanti sfide.

Sono interessate dall'impatto di questo tipo di turismo durante la crociera:

- le componenti ambientali aria e mare, attraverso l'inquinamento proprio delle navi;
- la produzione dei rifiuti a bordo;
- la produzione delle acque reflue.

Un altro impatto si genera invece sui territori in cui vengono effettuati gli scali. Durante la scesa a terra riguarda in particolare: il consumo d'acqua, l'inquinamento acustico e atmosferico, la degradazione ecologica, l'aumento della produzione dei rifiuti, il possibile mancato rispetto della cultura locale.

Attualmente non esiste un organismo internazionale che possa imporre standard ambientali alla società di navigazione. L'unico strumento disponibile per le compagnie navali, ai fini della dichiarazione di impegno e della riduzione/monitoraggio dell'impatto ambientale, è l'adozione volontaria da parte delle compagnie navali, di standard ambientali, quali i sistemi di certificazione previsti dalla norma ISO 14001 e dal regolamento comunitario EMAS.

La più importante certificazione attualmente esistente in materia di sicurezza ambientale e dei passeggeri e di efficienza energetica è la "7 Golden Pears" assegnata dall'ente francese Bureau Veritas. Le "7 Golden Pears" sono concesse per l'impegno nella salvaguardia dell'ecosistema marino, con particolare attenzione alla gestione dell'energia, al trattamento dei rifiuti, al riciclo delle acque reflue e alla tutela della salute e della sicurezza sia dei passeggeri che dell'equipaggio. Il Golden Pearls premia la conformità aziendale ai quattro più elevati standard internazionali in materia di ambiente (ISO 14001), salute e sicurezza (OHSAS 18001), sicurezza alimentare (ISO 22000) ed efficienza energetica (ISO 50001). Include anche la nota di merito Cleanship 2 AWT che riconosce il rispetto da parte della compagnia dei tre grandi ambiti in cui ci possono essere rischi ambientali: aria, acqua e rifiuti.

La società di classificazione RIINA ha invece lanciato il marchio Green Star, un simbolo conferito alle navi sulla base di specifici standard sul rispetto ambientale.

## La certificazione ambientale delle navi da crociera di lusso – Il caso del porto di Cagliari

Nel corso dell'intero anno 2017 il Porto di Cagliari è destinato ad accogliere 410.238 crocieristi (Autorità Portuale di Cagliari, dati 2017).

L'analisi delle compagnie che offrono crociere di lusso facenti tappa a Cagliari fa rilevare una grande attenzione ai temi della sostenibilità ambientale e sociale. A dare evidenza di questo orientamento, spesso utilizzato come ambito di differenziazione anche nella categoria extra lusso, sono le politiche ambientali dichiarate e pubblicate nei siti delle compagnie, attuate attraverso azioni sostenibili associate alla gestione dei rifiuti, alla riduzione dei consumi energetici, alla riduzione delle emissioni, talvolta applicate nell'ambito di un sistema di gestione ambientale certificato ISO 14001.

Si riporta a seguire un dettaglio che rileva le differenze riscontrate tra le compagnie, attraverso un'analisi puntuale dei loro siti internet e le informazioni tratte da alcuni studi specifici:

- **Hollande America**, sbarca a Cagliari con la Prinsendam; come tutte le navi della flotta, depura a bordo le acque reflue prodotte in navigazione; in tutte le navi della compagnia è previsto inoltre il riciclo e la gestione dei rifiuti inclusi quelli speciali. La compagnia è stata premiata per le sue pratiche ambientali da numerose Autorità Portuali tra cui la "U.S. Coast Guard", ha ricevuto il Green Gateway Award dal Port of Seattle in 2015; the Blue Circle Award dal Port Metro Vancouver in 2014; il premio biennale Rear Admiral William M. Benkert Environmental Protection Award nel 2010 e 2012 per i suoi risultati nella protezione dell'ambiente marino. Certificata ISO 14001
- **Fred Olsen Cruise Line**. Certificata ISO 14001.
- **Ponant**, la compagnia di navi da crociera di lusso francese dichiara un'attenta e rigorosa politica ambientale. E' dotata dell'etichetta internazionale "Clean Ship" che attesta un impatto ambientale ridotto al minimo. E' anche membro della IAATO, l'Associazione Internazionale dei Tour Operator dell'Antartide che lavora per salvaguardare fauna e flora con l'adozione di un comportamento responsabile. La Ponant è inoltre dotata di una politica di responsabilità sociale (CSR), una modalità di gestione strategica dell'impresa orientata in senso multi-stakeholder. L'obiettivo è generare valore non solo per gli azionisti/soci ma per tutti coloro che con essa intrecciano relazioni quotidiane: clienti, dipendenti, fornitori, investitori, comunità locale, istituzioni, generazioni future e ambiente.
- **Star Clippers** con i suoi velieri, ivi incluso lo Star Flyer che approda a Cagliari, naviga per il 70% del tempo di crociera a vela; la compagnia attua eco iniziative rivolte ai passeggeri e all'equipaggio. A bordo si usano prodotti biodegradabili per la pulizia si applica la politica del riuso e del riciclo e si utilizzano combustibili a basso livello di zolfo.



- **Silversea Cruises**, sbarca a Cagliari con la Silver Wind, presta attenzione ai temi del risparmio energetico, del risparmio di carburante e alla gestione dei rifiuti a bordo, nonché alla riduzione del consumo dei detersivi e dei monodose e mira a coinvolgere i crocieristi nella gestione della biancheria e degli asciugamani.
- La compagnia **Regent Seven Seas Cruises** pubblica nel proprio sito la propria dichiarazione di impegno nei confronti dell'ambiente.
- **La Peace Boat** offre un tipo di crociera legata al turismo sostenibile dal punto di vista sociale e ambientale che ha come obiettivo quello di generare benefici alle comunità locali e di offrire una esperienza di viaggio significativa e educativa.
- Attenzione sociale e ambientale ai luoghi visitati e finanziamento di azioni di miglioramento dei contesti poveri, caratterizza la politica adottata dalle compagnie **Noble Caledonia** che sbarca con il veliero Island Sky e **Polar Cruises** con la Hebridean Sky.
- La **Viking Line** sta sperimentando l'utilizzo di turbine eoliche per abbattere le emissioni inquinanti derivate dai motori navali (The Guardian, 9/3/17) ma non risulta dotata di una politica ambientale pubblica.

In conclusione emerge che le compagnie navali che effettuano crociere di lusso e che sbarcano nel porto di Cagliari sono estremamente attente alle tematiche ambientali; in particolare attraverso il tema della sostenibilità promuovono e danno valore alla propria immagine. Significative le certificazioni volontarie ai sensi della norma ISO 14001 e l'attenzione prestata alle ricadute sulle popolazioni locali, presente nelle politiche di alcune compagnie analizzate, il tutto a significare che il turista che viaggia col circuito crocieristico di lusso che approda a Cagliari, è immerso per tutto il suo viaggio in una dimensione in cui il lusso non è scisso dall'attenzione e dal rispetto dell'ambiente.

## Certificazione ambientale dei porti

La certificazione dei porti è un altro aspetto del turismo sostenibile, strettamente legato alle crociere e correlato alla richiesta dei turisti stessi (Favro Paris M.M., 2016). I Porti possono adottare volontariamente standard ambientali, quali i sistemi di certificazione previsti dalla norma ISO 14001, ISO 50001 e dal regolamento comunitario EMAS.

### **Gli indirizzi a livello nazionale per la sostenibilità ambientale dei porti – Il caso dell'Italia**

Il Piano Strategico nazionale della portualità e della logistica PSNPL ha come obiettivo la riduzione dell'impatto dei porti sull'ambiente in termini globali (gas serra) e la promozione dell'utilizzo intelligente dell'energia attraverso:


- ipotesi di obbligo di redazione di un Piano Energetico Ambientale (PEA) (Porto di Genova caso pilota);
- istituzione di un fondo per i PEA;
- incentivi per rinnovi flotta;
- incentivi per minimizzare impatto ambientale dei porti anche attraverso l'uso razionale delle risorse.

A livello internazionale attraverso l'applicazione della convenzione Marpo 73/78, ogni paese, firmatario dell'annesso VI del Marpol 73/78 che desideri limitare l'effetto delle emissioni prodotte dal trasporto marittimo, può fare richiesta al comitato per la protezione dell'ambiente marino (MEPC) dell'IMO di designare una zona come area di controllo delle emissioni (ECA).

### **Il coinvolgimento delle camere di commercio per la certificazione ambientale dei porti della Regione Provence, Alpes, Cote d'Azur**

Nella regione francese Provence, Alpes, Cote d'Azur i porti della Costa Azzurra sono coinvolti attivamente, attraverso la Camera di Commercio, nello sviluppo sostenibile dei territori al quale concorrono mediante il perseguimento di alcune priorità. Le azioni portate avanti includono la certificazione di qualità ISO 9001 e ISO 14001. La CCI Cote D'Azur, promuove tutti i porti della Costa Azzurra e fornisce le informazioni sulle certificazioni dei porti stessi. Tra questi 2 risultano certificati ISO 14001

### **La certificazione ambientale dei porti – Stato dell'arte**

REGIONE	PORTO	ISO 14001		AZIONI NON CERTIFICATE DI SOSTENIBILITA' AMBIENTALE
<b>Corsica</b>				
<b>Liguria</b>	Genova		Capitaneria di Porto - Guardia Costiera Genova	Azione ambientale associato al PSNPL
	La Spezia			Progetto GAINN - uso del GNL (ISPRA)
<b>Paca</b>	Cannes			
	Nice - Villefranche Santé			
<b>Sardegna</b>				
<b>Toscana</b>	Livorno		Autorità Portuale	Port approach control – secur. e amb.





Non si è tenuto conto dei porticcioli turistici e potrebbero non essere presenti in tabella le certificazioni 14001 di porti maggiori francesi, per mancata comunicazione sui siti promozionali degli stessi.

## Certificazione ambientale delle strutture alberghiere ed extra alberghiere

Per le attività ricettive si sono analizzate le etichette ecologiche volontarie di primo tipo, ossia quelle che si applicano a servizi e prodotti e che consentono di dichiarare e certificare il rispetto dell'ambiente sulla base di criteri ecologici prestabiliti da parte un organismo esterno, pubblico e indipendente.

### La certificazione ambientale delle strutture ricettive - Stato dell'arte

La banca dati delle certificazioni delle strutture ricettive nei territori oggetto dell'analisi è stata estrapolata da un portale del turismo sostenibile e responsabile: <http://www.ecotrans.de/>, denominato ora Tourism 2030, che riporta tutti i dati e rappresenta in mappe georeferenziate a livello mondiale tutte le mete e i servizi turistici certificati per l'ambiente.

REGIONE	 Green Key		 Ecolabel		 Blaue Schwalbe		 EMAS		TOT	
	H	C	H	C	H	C	H	C	H	C
<b>Corsica</b>	H	2	H	1	H				H	<b>3</b>
	C	3	C		C				C	<b>3</b>
<b>Liguria</b>	H		H	1	H	1			H	<b>4</b>
	C		C	1	C				C	<b>1</b>
<b>Paca</b>	H	99	H	36	H	1			H	<b>136</b>
	C	44	C	7	C				C	<b>51</b>
<b>Sardegna</b>	H		H	15	H				H	<b>15</b>
	C		C	1	C				C	<b>1</b>
<b>Toscana</b>	H		H	17	H	5		1	H	<b>23</b>
	C		C	9	C			2	C	<b>11</b>

Legenda H= Hotel – Resorts - C=Campeggi

Si rileva che le certificazioni Green Key ed Ecolabel possono riguardare anche la somministrazione di pasti presso strutture ricettive (alberghi, agriturismo); la Green Key può essere ottenuta anche da ristoranti non associati a strutture ricettive.

Dall'analisi di dettaglio delle strutture certificate emergono alcune note di interesse:

- in Liguria: è presente anche il certificato "Green Pearls" che offre marketing e servizi di promozione per *eco friendly* hotels, resorts, destinazioni turistiche e ristoranti a livello mondiale ed è stato scelto da un albergo diffuso e da un agriturismo; è certificato Ecolabel un rifugio alpino; uno dei due alberghi certificati Blaue Scwalbe è un agriturismo;
- in Sardegna tutti gli alberghi e l'unico campeggio certificato hanno ottenuto esclusivamente il marchio Ecolabel; la geografia delle certificazioni rileva un interesse alla certificazione prevalente sulle coste con una eccezione per una sola struttura più interna;
- in Toscana gran parte delle strutture certificate sono agriturismi; sono presenti strutture che oltre ad etichette ecologiche di I tipo si sono fregiate di altri ulteriori riconoscimenti (Bio produzioni ad esempio); alcune strutture hanno scelto etichette di Lega Ambiente o riconoscimenti BIO che non sono stati inseriti in tabella;
- nella Provence – Cote D'azur – Alpes la scelta degli operatori ricade prevalentemente sull'etichetta Green Key; le strutture ricettive/i ristoranti si certificano sia sulla costa che nella parte più interna della regione; risultano certificati Green Key anche 2 ristoranti.


Ogni regione sopra considerata può inoltre aver sviluppato altre etichette riferite alla caratterizzazione del turismo locale, di cui non si è tenuto conto; si citano a titolo di esempio la bandiera arancione in Liguria, il marchio di Qualité Tourisme ed écoGite in Francia (relativo ai criteri sostenibili per la costruzione delle strutture ricettive) ecc.

## Schede di dettaglio delle etichette ecologiche, delle norme e dei regolamenti

L'elaborazione delle schede delle etichette ecologiche ha tenuto conto esclusivamente di quelle utilizzate nei territori del progetto (ricavate dallo stato dell'arte delle certificazioni dei territori).

### Schede dei marchi ecologici utilizzati nell'area di studio per servizi turistici

	<p><b>Chi si può certificare?</b></p> <p>Alberghi, campeggi, agriturismi, alloggi arredati, pensioni, case turistiche, ostelli della gioventù, città e resort, ristoranti.</p>
<p><b>Sito</b></p>	<p><a href="http://www.greenkey.global/criteria/">http://www.greenkey.global/criteria/</a></p>
<p><b>Organismo di certificazione</b></p>	<p>Eco etichetta - Fondata in Danimarca da Horesta (associazione di hotel e ristoranti) è diventata un programma del Foundation for Environmental Education (FEE) che lo gestisce in assenza di figure di coordinamento nazionale.</p>
<p><b>Come certificarsi</b></p>	<p>Soddisfare 13 criteri stabiliti a livello internazionale e affrontare audit di terza parte. I criteri coprono i diversi settori della gestione sostenibile: politica ambientale: gestione ambientale generale, formazione dei dipendenti, responsabilità sociale; conoscenza ambientale: informazioni per gli ospiti, attività naturali; gestione dell'acqua: gestione delle risorse e sanitari, valvole, irrigazione; gestione dei rifiuti: smistamento dei rifiuti, riduzione del volume; gestione energetica: gestione delle risorse energetiche, calore e rinfresco, apparecchiature domestiche, illuminazione; acquisti responsabili: alimenti, manutenzione, altri acquisti; quadro di vita: ambiente interno, ambiente esterno .</p> <p>L'iter prevede: la creazione di un contatto col coordinatore nazionale del marchio o direttamente con il marchio Green Key; la compilazione di un form di registrazione, il pagamento di una quota e la definizione della data di un audit. Il certificato viene rilasciato a seguito delle verifiche sul form e in base all'esito dell'audit ad opera del comitato nazionale o internazionale.</p>
<p><b>Diffusione</b></p>	<p>53 paesi su cinque continenti</p>
<p><b>Difficoltà</b></p>	<p>Numerose misure ambientali e sociali da implementare, soprattutto in termini di procedure. Investimenti nelle strutture esistenti principalmente per il consumo d'acqua e di energia.</p>


 <p>Logo</p>	<p align="center"><b>Chi/cosa si può certificare?</b></p> <p>I prodotti finora certificabili sono divisi in gruppi. Ogni gruppo ha il suo regolamento specifico. Nel regolamento sono descritti criteri e caratteristiche del prodotto: detergenti, apparecchiature elettroniche, prodotti di carta, prodotti per la casa, abbigliamento, lubrificanti.</p> <p>I servizi certificabili sono le strutture ricettive, per le quali vale la Decisione (UE) 2017/175 della Commissione del 25 gennaio 2017 che stabilisce i criteri per l'assegnazione del marchio ecologico Ecolabel UE alle strutture ricettive, notificata con il numero C(2017) 299. Il gruppo di prodotti «strutture ricettive» comprende la fornitura di servizi di ricettività turistica e di servizi di campeggio nonché uno qualsiasi dei seguenti servizi accessori gestiti dal fornitore di ricettività turistica: 1) servizio di ristorazione; 2) strutture ricreative o sportive; 3) spazi verdi; 4) strutture per eventi individuali quali conferenze, riunioni o formazioni professionali; 5) impianti sanitari, strutture adibite a lavanderia e cucina o servizi d'informazione in comune per i turisti del campeggio, i viaggiatori e gli ospiti.</p>
<p><b>Sito</b></p>	<p>Regolamento: <a href="http://eur-lex.europa.eu/legalcontent/IT/TXT/PDF/?uri=CELEX:32017D0175&amp;from=EN">http://eur-lex.europa.eu/legalcontent/IT/TXT/PDF/?uri=CELEX:32017D0175&amp;from=EN</a></p> <p>Criteri: <a href="http://eur-lex.europa.eu/legalcontent/EN/TXT/?uri=uriserv:OJ.L_.2017.028.01.0009.01.ENG&amp;toc=OJ:L:2017:028:TOC">http://eur-lex.europa.eu/legalcontent/EN/TXT/?uri=uriserv:OJ.L_.2017.028.01.0009.01.ENG&amp;toc=OJ:L:2017:028:TOC</a></p> <p><a href="http://www.isprambiente.gov.it/it/certificazioni/ecolabel-ue/documentazione/servizi">http://www.isprambiente.gov.it/it/certificazioni/ecolabel-ue/documentazione/servizi</a></p>
<p><b>Organismo di certificazione</b></p>	<p>Organismo competente per stato. In Italia Comitato per l'Ecolabel e l'Ecoaudit c/o ISPRA</p> <p>Regolamento (CE) n. 66/2010 del Parlamento europeo e del Consiglio, del 25 novembre 2009 Regolamento (UE) N. 782/2013 della commissione del 14 agosto 2013 modifica l'allegato III del regolamento (UE) n. 66/2010</p>
<p><b>Come certificarsi</b></p>	<p>Il marchio Ecolabel richiede azioni e scelte volte a soddisfare i criteri che mirano a promuovere l'uso delle fonti d'energia rinnovabili per favorire il risparmio energetico e idrico, la riduzione dei rifiuti e il miglioramento dell'ambiente locale.</p> <p>Per certificarsi bisogna soddisfare obbligatoriamente 29 criteri che sono suddivisi in gruppi omogenei e dei criteri facoltativi, al fine di raggiungere un punteggio minimo di 20 (per strutture ricettive e 20 o 24 per campeggi).</p> <p>L'iter prevede: l'invio da parte del richiedente della domanda di certificazione e della documentazione al comitato Ecolabel-Ecoaudit che trasmette il tutto all'ente nazionale designato (ISPRA in Italia) per l'istruttoria e l'audit; a seguito dell'istruttoria, il Comitato rilascia il marchio e notifica la decisione alla Commissione Europea.</p>
<p><b>Diffusione</b></p>	<p>Europa</p>
<p><b>Difficoltà</b></p>	<p>Sistema di management da attuare. Investimenti per strutture esistenti</p>

 <p>Logo</p>	<p><b>Chi si può certificare?</b></p> <p>Alberghi, campeggi, pensioni, locande.</p> <p>Primo marchio ecologico creato appositamente per gli alloggi. Esiste dal 1989 e viene conferito a strutture ricettive come hotel, pensioni e campeggi ecologici. Le strutture ricettive certificate Blaue Schwalbe si trovano soprattutto in zone facilmente raggiungibili senza aereo o auto.</p>
<p><b>Sito</b></p>	<p><a href="http://www.vertraeglich-reisen.de/bio-urlab">http://www.vertraeglich-reisen.de/bio-urlab</a></p>
<p><b>Organismo di certificazione</b></p>	<p>Fairkher GmbH (casa editrice).</p> <p>Collaborazioni con Austrian Ecolabel for Tourism, Steinbock Label, BIO Hotels</p>
<p><b>Come certificarsi</b></p>	<p>Soddisfare criteri stabiliti in materia di alimenti, bevande, trasporti, energia, acqua, rifiuti, pulizia e prodotti per l'igiene, attrezzature da giardino e il tempo libero.</p> <p>L'iter prevede: il raggiungimento di un accordo con la casa editrice; l'inserimento tra le "inserzioni" della stessa e pubblicate nel portale online di Vertraeglich Reisen.</p> <p>Un controllo effettivo del rispetto dei criteri da parte della casa editrice non viene effettuato se non raramente. Il controllo dei criteri avviene molto di più attraverso le comunicazioni effettuate dagli ospiti.</p>
<p><b>Diffusione</b></p>	<p>Europa</p>
<p><b>Difficoltà</b></p>	<p>Solo linee guida per il rispetto ambientale</p>

## Schede delle norme per la gestione ambientale dei processi



<p><b>Norma volontaria</b></p>  <p><b>ISO 14001:2015</b></p>	<p><b>Chi si può certificare?</b></p> <p>Lo standard internazionale ISO 14001 può essere attuato da qualsiasi tipo di organizzazione che intenda conseguire un miglioramento ambientale nell'esercizio delle proprie attività.</p> <p>Fornisce un quadro normativo di riferimento che permette all'azienda e/o all'organizzazione di identificare le attività che possono avere un impatto ambientale.</p>
<p><b>Sito</b></p>	<p><a href="http://www.accredia.it/">http://www.accredia.it/</a> <a href="https://www.iso.org/iso-14001environmental-management.html">https://www.iso.org/iso-14001environmental-management.html</a></p>
<p><b>Organismo di certificazione</b></p>	<p>Enti di diritto private accreditati Accredia</p>
<p><b>Come certificarsi</b></p>	<p>Il miglioramento ambientale si ottiene attraverso l'adozione di un Sistema di Gestione Ambientale che soddisfi tutti gli specifici punti della norma stessa. Si applica a tutti i processi lavorativi</p> <p>Per certificarsi l'organizzazione deve produrre documenti tecnici e operativi che codificano come il sistema di gestione ambientale risponde ai requisiti richiesti.</p> <p>I documenti al minimo dovranno essere:</p> <ul style="list-style-type: none"><li>• Analisi ambientale</li><li>• Manuale di gestione ambientale con le procedure di gestione ambientale e le istruzioni operative</li><li>• Attestazione di verifiche interne sul rispetto della norma e del Manuale</li></ul> <p>La versione 2015 della norma pone un accento su questi aspetti: "l'organizzazione viene chiamata ad analizzare i "fattori" che incidono sulla sua capacità di ottenere quanto stabilito. I fattori comprendono certamente le condizioni ambientali e le loro variazioni, ma devono essere considerati anche il contesto tecnologico, finanziario, politico, sociale, ecc."</p>
<p><b>Diffusione</b></p>	<p>Internazionale</p>

<p>Regolamento (CE) n. 1221/09</p> 	<p><b>Chi si può certificare?</b></p> <p>Il Regolamento EMAS può essere attuato da qualsiasi tipo di organizzazione sia pubblica che privata che intenda valutare e migliorare le prestazioni ambientali. Fornisce alle organizzazioni, alle autorità di controllo ed ai cittadini (pubblico) uno strumento attraverso il quale è possibile avere informazioni sulle prestazioni ambientali delle organizzazioni.</p>
<p><b>Sito</b></p>	<p><a href="http://europa.eu/youreurope/business/environment/emas-certification/index_it.htm">http://europa.eu/youreurope/business/environment/emas-certification/index_it.htm</a></p>
<p><b>Organismo di certificazione</b></p>	<p>Il riconoscimento EMAS coinvolge un ente designato a livello nazionale (in Italia l'ISPRA) ed il Comitato per l'Ecolabel e l'Ecoaudit, nella procedura di registrazione dell'Organizzazione e nell'accreditamento del verificatore ambientale che convalida la Dichiarazione ambientale, prevista obbligatoriamente soltanto dal Regolamento comunitario EMAS.</p>
<p><b>Come certificarsi</b></p>	<p>Sistema comunitario di ecogestione e audit (EMAS = Eco-Management and Audit Scheme)</p> <p>Il miglioramento ambientale si ottiene attraverso l'adozione di un Sistema di Gestione Ambientale Conforme ai requisiti della norma ISO 14001.</p> <p>Per certificarsi l'organizzazione deve produrre documenti tecnici e operativi che codificano come il sistema di gestione ambientale risponde ai requisiti richiesti.</p> <p>I documenti al minimo dovranno essere:</p> <ul style="list-style-type: none"><li>• Dichiarazione ambientale</li><li>• Analisi ambientale</li><li>• Manuale di gestione ambientale con le procedure di gestione ambientale e le istruzioni operative</li><li>• Attestazione di verifiche interne sul rispetto della norma e del Manuale</li></ul> <p>Nell'Allegato II al Regolamento CE n. 1221/09 è presente una matrice di correlazione per la realizzazione di un Sistema di gestione ambientale secondo i requisiti della norma UNI EN ISO 14001:2004.</p>
<p><b>Diffusione</b></p>	<p>Europea</p>

## Altre etichette ecologiche e casi di studio

Le seguenti etichette ecologiche non sono state studiate in dettaglio perché non rientrano nei criteri individuati per l'analisi condotta o perché non sono rilevanti per gli stati e le regioni considerate.

- Das Österreichische Umweltzeichen (Austria)
- Nordic Ecolabel (Stati Scandinavi);
- Viabono (Germania);
- Eco hotels certified – ehc (certificazione per hotel in uso in Svizzera, Germania e Austria e Italia);
- Bio Hotels (garantisce esclusivamente approvvigionamento di cibi e bevande 100% biologici);
- My Climate: per hotel neutri sul clima (misura esclusivamente il parametro anidride carbonica).

L'utilizzo esemplare di etichette ecologiche e di approcci green accomuna grandi capitali e mete di turismo internazionale come Barcelona e Stoccolma ed in generale coinvolge le capitali premiate come Green Capital (si veda il paragrafo dedicato ai premi). Tuttavia in merito all'utilizzo delle etichette ecologiche come elementi di forza e di strutturazione di offerte turistico sostenibili, può risultare di interesse per individuare spunti innovativi, l'analisi dei progetti premiati dal programma Europeo COSME che promuove, allo scopo di diversificare il turismo europeo, "prodotti di turismo sostenibile" transnazionale. Dai progetti del 2015 emergono offerte turistiche tematiche centrate sullo sport, il benessere e sulle eredità culturali e industriali dei territori. A seguire alcuni casi studio.

- Il progetto coordinato da Mancomunidad del Norte de Gran Canaria (Spagna) realizza itinerari misti /culturale, industriale, culinario, rurale) nelle regioni rurali che producono formaggio di alta qualità.
- Il progetto coordinato dal comune di Brindisi (Italia) realizza itinerari di benessere attraverso le rotte europee degli oliveti.
- Il progetto coordinato dal VisitBrabant (Olanda) promuove itinerari internazionali di turismo associati alla produzione artistica di Van Gogh.

Altri spunti e approfondimenti:

[https://ec.europa.eu/growth/sectors/tourism/offer/sustainable/transnational-products\\_en](https://ec.europa.eu/growth/sectors/tourism/offer/sustainable/transnational-products_en)

## Certificazione dei trasporti a terra per crocieristi

Il tema della mobilità e il concetto di mobilità sostenibile, cui necessariamente occorre riferirsi nell'ambito della presente analisi è di per sé complesso e articolato ed è oggetto di studi e ricerche specifiche. Di seguito si fornisce una brevissima digressione volta principalmente a suscitare riflessioni, anche attraverso l'utilizzo dei casi di studio, su quali siano i possibili percorsi per il miglioramento dei trasporti dei turisti in termini di sostenibilità ambientale.

L'impatto dei trasporti è notoriamente riferibile alle emissioni di ossidi di azoto, polveri fini, CO<sub>2</sub> e al consumo di risorse non rinnovabili; per questo le azioni di riduzione degli impatti di questi servizi, non possono che incidere necessariamente sulle caratteristiche del combustibile e sulla riduzione dei consumi degli stessi.

Risultano pertanto meno impattanti mezzi alimentati con gas naturale o in alternativa mezzi che rispettino standard emissivi (classi di emissione EEV e rispetto nella norma EURO 6 e al 2010 EURO 7).

Un cambio di prospettiva in termini ambientali viene offerta dall'innovazione tecnologica e dallo sviluppo di forme di mobilità alternative.

Risultano pertanto altamente sostenibili i trasporti effettuati attraverso mezzi elettrici, con elettricità generata da fonti rinnovabili e 'utilizzo di "mezzi alternativi" e della così detta mobilità lenta: le biciclette, i percorsi pedonali ecc.

In questo scenario in evoluzione, non sono presenti etichette ecologiche acquisibili dal servizio dei trasporti, mentre sicuramente le aziende di trasporto possono certificare il proprio impegno per la riduzione degli impatti ambientali dei processi attraverso la certificazione ISO 14001 o EMAS.

Dal momento dunque che non esistono criteri per la certificazione ambientale del settore trasporti, si è scelto di rinvenire degli spunti per il miglioramento dei servizi di trasporto in ambito turistico, da casi di studio di eccellenza.

### **Caso di studio – Scala nazionale: la Germania**

Un aspetto significativo del caso di studio della Germania è che il tema della sostenibilità ambientale permea qualsiasi aspetto dell'offerta turistica, a partire dalla struttura del governo Federale "The German National Tourist Board" che promuove la Germania come una destinazione turistica a livello internazionale da più di 60 anni e che è dotata di certificazione "Green Globe".

Attraverso il sito dell'ente si promuove esplicitamente il turismo sostenibile per l'intero territorio e ogni aspetto della filiera turistica viene presentata sotto questa luce "verde"  
<http://www.germany.travel/en/ms/sustainable-travel/sustainability.html>.

Vengono evidenziati tutti gli aspetti che rendono la Germania una meta di turismo sostenibile (città vincitrici del premio "Green cities"; fornitori del settore turistico certificati; 23.000 fattorie biologiche; 200 lunghe piste ciclabili; 300 *hiking trails*, oltre 130 paesaggi naturali, 41 siti UNESCO). Una grande enfasi viene data alle infrastrutture di trasporto *environmental friendly*.

I servizi di trasporto sono prima di tutto integrati, pertanto a partire dai grandi spostamenti all'interno della nazione fino agli spostamenti locali per il raggiungimento di mete specifiche, il turista viene messo nelle condizioni di utilizzare mezzi di trasporto quasi esclusivamente a ridottissimo impatto ambientale.

Per i grandi spostamenti si può utilizzare il sistema rapido delle ferrovie Deutsche Bahn in tutta la Germania optando per il 100% dell'energia pulita o il Flixbus che offre connessioni *environmentally-friendly* in diversi percorsi.

Ogni meta turistica (città o regione) può essere esplorata nel rispetto dell'ambiente attraverso l'uso di biciclette facilmente affittabili, *E-bikes* incluse.

The *German National Tourist Board* promuove inoltre "l'esplorazione lenta" (*slow travel*) del proprio territorio. Suggerisce gli spostamenti a piedi, in bicicletta, a cavallo o in barche, per il raggiungimento delle tappe regionali.

Questo approccio, storicamente e culturalmente insito nelle politiche di sviluppo tedesche, fa sì inoltre che le città della Germania e le città metropolitane continuino a sviluppare con successo i propri concetti di sostenibilità che le rendono tra le più sostenibili a livello internazionale. Differenti studi internazionali hanno regolarmente premiato le regioni tedesche per il sistema di trasporto, la qualità dell'aria e dell'acqua, per gli spazi verdi, l'efficienza energetica degli edifici e per gli aspetti sociali.

### **Casi di studio regionale e locale dal progetto Destinations - Civitas 2020**

CIVITAS è una rete di città dedicata al miglioramento dei trasporti in Europa in termini di qualità e di riduzione dell'inquinamento. È un'iniziativa promossa dalla Commissione Europea nel 2002 che ha testato e sviluppato più di 800 misure e soluzioni di trasporto urbano, all'interno di progetti sperimentali e dimostrativi in più di 80 città laboratorio. Le conoscenze generate attraverso la sperimentazione di soluzioni per la mobilità sono arricchite e integrate da progetti di ricerca e di innovazione nel settore dei trasporti. Tra questi il progetto Destinations che mira alla costruzione di un sistema di trasporto in Europa più efficiente in termini di consumo di risorse e più competitivo. Il progetto crea un approccio integrato, volto a far incontrare gli aspetti della mobilità e del turismo, attraverso la sperimentazione di strategie e soluzioni volte a favorire uno sviluppo sostenibile e una migliore qualità di vita in Funchal, Limassol, Rethymno, Elba, La Palmas de Gran Canaria e Valletta. In questi 6 siti turistici europei il progetto sviluppa un set di azioni innovative allo scopo di

implementare misure di mobilità sostenibile e azioni che mirano ad offrire soluzioni intelligenti di trasporto per turisti e residenti, agendo contestualmente sull'innovazione e la collaborazione con i principali portatori di interesse. Queste soluzioni mirano a incrementare l'accessibilità nelle città, a incidere sulla riduzione dei costi, a favorire la compatibilità tra i servizi di trasporto e gli obiettivi di riduzione di emissioni e di consumo di energia.

Si segnala il sito <http://civitas.eu/> per attingere dalle più variate esperienze e soluzioni collezionate e raccolte dall'iniziativa CIVITAS; si riporta invece a seguire l'insieme integrato di soluzioni applicate nella regione di Valletta (Malta) all'interno del progetto Destinations:

- disseminazione, a partire dalla redazione del Piano di Mobilità Sostenibile (SUMP), dei risultati dell'esperienza di creazione dello strumento di Piano presso altre regioni e municipalità. Successivamente Valletta lancerà diverse competizioni: la prima tra i comuni compresi nel Piano, che dovranno proporre misure da sviluppare per promuovere e incoraggiare la mobilità sostenibile nei loro territori; la seconda tra gli hotel coinvolti nella redazione del Piano che dovranno proporre misure rivolte ai clienti, ai lavoratori, ai fornitori e ai residenti prossimi all'hotel, per la promozione della mobilità sostenibile;
- lancio di una campagna di sensibilizzazione e creazione di consapevolezza volta a stimolare la pratica di *car sharing* e *bike sharing* nell'isola di Malta;
- lancio di un progetto pilota per testare il concetto di "ultimo miglio per la consegna dei beni alla città" attraverso fornitori che fanno uso di veicoli energeticamente efficienti;
- sperimentazione di zone a basse emissioni per verificare la fattibilità del concetto di bassa emissione a livello locale; verrà creata un'APP che consenta ai cittadini su strada di segnalare i veicoli altamente inquinanti all'autorità di trasporto che a sua volta potrà intervenire per l'attuazione delle opportune misure;
- creazione di un'APP per i turisti per segnalare come raggiungere ogni meta utilizzando mezzi di trasporto sostenibili;
- creazione di un sistema *smart* di parcheggi, con sensori e messaggistica per gli utenti al fine di evitare congestioni stradali;
- creazione e test di una nuova tratta per il trasporto con autobus che collega la zona di approdo dei traghetti alla zona di smistamento dei principali autobus, allo scopo di promuovere l'interazione tra varie modalità di trasporto e favorire l'accessibilità verso l'area portuale.

## Certificazione ambientale delle destinazioni/mete turistiche

### **L'impronta ecologica come approccio per la sostenibilità ambientale nelle mete turistiche**

Un approccio per l'identificazione del livello di sostenibilità ambientale dei sistemi complessi come i territori consiste nel calcolo dell'impronta ecologica (IE) (Rees e Wackemagel, 1994) che mette in relazione i consumi di risorse all'estensione dei territori.

L'impronta ecologica è stata utilizzata anche in ambito turistico sia per la stima di sostenibilità di una singola destinazione sia come impatto dell'attività turistica sulle risorse del pianeta. In ambito turistico l'impronta Ecologica è costituita da due componenti:


- una componente legata allo spostamento, particolarmente consistente nel caso di viaggi aerei (emissioni di CO<sub>2</sub>) e proporzionale alla distanza percorsa;
- una componente dovuta ai consumi effettuati durante la vacanza rapportati a quelli che si sarebbero effettuati altrimenti.

Il metodo di calcolo dell'impronta ecologica può essere applicato per definire soglie o elementi per orientare l'impostazione di offerta turistica sostenibile delle aree protette.

### **Certificazione ambientale di istituzioni e organizzazioni riferibili al settore turistico**

Una prima parte di analisi è stata condotta a partire dal data base delle certificazione EMAS. Selezionando le regioni di interesse è stato possibile rilevare alcuni informazioni inerenti le istituzioni e le organizzazioni certificate EMAS, coinvolte a vario titolo nel settore turistico nei territori partner di progetto. Si tratta di Enti Parco e municipalità che in qualità di gestori di territori testimoniano l'attenzione per l'ambiente, riserve naturali ecc.

Lo stesso tipo di approfondimento non è possibile per la certificazione ISO 14001, per l'assenza di un unico database.


REGIONE	 <b>ORGANIZZAZIONI CERTIFICATE</b>	
	Comuni	Riserva/Parchi/Aree Marine protette/ricettività
	<b>Corsica</b>	
<b>Liguria</b>	Ceriale	
	Levanto	
<b>Paca</b>		Amis Du Marais Du Vigueirat (Ente di gestione Riserva naturale)
<b>Sardegna</b>	Muravera	Azienda Speciale Parco di Porto Conte
	Loceri	Consorzio di Gestione Area Marina Protetta "Tavolara - Punta Coda Cavallo"
	Allai	Area Marina Protetta Capo Carbonara
	Villasimius	
<b>Toscana</b>	Castiglione della Pescaia	
	San Casciano in Val di Pesa	
	Forte dei Marmi	
	Calenzano	



## La certificazione delle aree naturali e dei parchi

Le aree naturali, i parchi, le aree protette ecc., particolarmente vulnerabili e sensibili ai fenomeni di inquinamento, possono essere oggetto di gestioni attente all'ambiente certificabili.

La certificazione EUROPARC rappresenta un'applicazione di tutti i principi del turismo sostenibile alla gestione di un parco naturale, con particolare attenzione allo sviluppo del contesto locale.

 <p><b>EUROPARC</b>    FEDERATION    EUROPEAN CHARTER    FOR SUSTAINABLE TOURISM IN    PROTECTED AREAS</p>	<p>La Carta Europea del Turismo sostenibile è un'iniziativa della Federazione EUROPARC. La Carta rappresenta uno strumento volontario e contrattuale tra l'Ente di gestione di un parco, le imprese turistiche e la popolazione locale per lo sviluppo di un turismo in armonia con la gestione sostenibile delle risorse naturali dell'area protetta. La Carta consente a un territorio di un'area protetta di distinguersi come territorio che garantisce forme di turismo sostenibile. Rientra nelle priorità mondiali ed europee espresse dalle raccomandazioni dell'Agenda 21, adottate durante il Summit della Terra a Rio nel 1992 e dal 5° programma comunitario di azioni per lo sviluppo sostenibile. Fa parte delle priorità del programma di azioni "parks for life" dell'Unione Mondiale per la Conservazione della Natura (UICN).</p> <p>Si conforma ai principi enunciati dalla Carta Mondiale del turismo sostenibile, elaborata a Lanzatore nel 1995.</p> <p>Federazione EUROPARC è un'organizzazione pan-europea politicamente indipendente costituita da Enti di gestione e specialisti di più di 400 aree protette nazionali di oltre 35 paesi e rappresenta il riferimento obbligatorio della politica turistica delle aree protette dell'Unione Europea.</p>
<p><b>Sito</b></p>	<p><a href="http://www.europarc.org/library/europarc-events-andprogrammes/european-charter-for-sustainabletourism/">http://www.europarc.org/library/europarc-events-andprogrammes/european-charter-for-sustainabletourism/</a></p>
<p><b>Organismo di certificazione</b></p>	<p>Ai fini dell'ottenimento della Carta occorre superare positivamente una visita ispettiva della commissione di esperti individuata da EUROPARC.</p>
<p><b>Come certificarsi</b></p>	<p>Lo strumento attuativo della Carta è un Piano di Azione quinquennale costruito dalla collaborazione tra settore pubblico, settore privato e popolazione per lo sviluppo di una strategia di turismo sostenibile dell'area protetta.</p> <p>L'adesione alla carta europea permette al territorio di armonizzare e valorizzare le forme di economia presenti e di garantire un'adeguata qualità della vita della popolazione locale.</p>
<p><b>Diffusione</b></p>	<p>Europea</p>

Altri riconoscimenti significativi per le aree naturali, sono legati prevalentemente alla componente naturale e alle sue relazioni con le attività umane.



---




**Il Programma UNESCO su Uomo e Biosfera (MAB)** si basa sulle scienze naturali e sociali e sull'uso sostenibile e sulla conservazione della diversità biologica; mira al miglioramento a livello globale delle relazioni tra le popolazioni e il loro ambiente. Il Programma MAB promuove la ricerca interdisciplinare e attività dimostrative e formative nella gestione delle risorse naturali, contribuendo non solo a migliorare la capacità di interpretare l'ambiente, ma anche a sviluppare usi sostenibili della diversità biologica.



---

**Geoparchi mondiali UNESCO** sono territori che possiedono siti e paesaggi geologici di valore internazionale, gestiti in stretta connessione con il patrimonio naturale e storico-culturale, secondo un approccio integrato per quanto concerne la tutela, l'educazione e lo sviluppo sostenibile.

### Stato dell'arte certificazioni parchi

REGIONE	Parco	 <small>EUROPARC FEDERATION EUROPEAN CHARTER FOR SUSTAINABLE TOURISM IN PROTECTED AREAS</small>		
<b>Corsica</b>				
<b>Liguria</b>	Parco Nazionale delle Cinque Terre Area Marina Protetta delle Cinque Terre			
	Beigua			
<b>Paca</b>	Parc national du Mercantour Parc Naturel Régional de Camargue Parc Naturel Regional Des Alpilles Parc Naturel Régional Des Prealpes D'azur Parc Naturel Régional du Queyras Parc Naturel Regional du Luberon Parc naturel regional du Verdon			
<b>Sardegna</b>	Parco geominerario storico ambientale della Sardegna			
	Tepilora			
<b>Toscana</b>	Parco Nazionale Appennino Tosco-Emiliano Parco Nazionale Arcipelago Toscano Parco Nazionale delle Foreste Casentinesi, Monte Falterona, Campigna Parco delle Colline Metallifere			
	Riserva Statale Lamarossa Riserva Statale Orecchiella Riserva Statale Pania di Corfino			
	Parco Alpi Apuane Parco delle Colline Metallifere			

L'elenco può essere soggetto a variazioni integrazioni

### Certificazione di sostenibilità degli eventi

La grande affluenza di massa associata agli eventi può impattare significativamente sui consumi di acqua ed energia, può comportare un incremento significativo nella produzione dei rifiuti o generare tensioni correlate alla cultura o ancora incidere sulle comunità prossime all'evento. Da queste considerazioni nascono le certificazioni di sostenibilità degli eventi.



L'International Organization for Standardization ISO ha individuato, attraverso la ISO 20121:2012, degli standard per la gestione sostenibile degli eventi con riferimento a tre ambiti di intervento: la dimensione economica, ambientale e sociale. Su questi aspetti hanno riflettuto rappresentanti del settore eventi sia in qualità di organizzatori che di fornitori di servizi.

Lo standard internazionale per la certificazione dei sistemi di gestione sostenibile degli eventi può riguardare un concerto, un evento sportivo, una fiera, una sagra ecc. Il Comitato Olimpico per i Giochi Olimpici di Londra 2012 è stato il primo soggetto a certificare la sua sostenibilità organizzativa. La certificazione considera le conseguenze che gli eventi lasciano sui territori nei quali si svolgono.

L'applicazione della norma offre benefici a tutti gli attori coinvolti nell'organizzazione dell'evento in tutti i passaggi della catena organizzativa: organizzatori, proprietari dell'evento, lavoratori coinvolti nell'evento, costruttori di stand, compagnie di trasporto, partecipanti, comunità.

La norma è basata su standard noti come quello della ISO 9001 e della 14001 applicabili a bisogni e alla natura di diverse organizzazioni che operano nel settore eventi.

La norma consente di dimostrare il proprio impegno in termini di sostenibilità nell'organizzazione dell'evento, in una modalità riconosciuta a livello internazionale.

### **Esempi significativi in Francia**

Il comitato di candidatura di Parigi per i giochi olimpici 2024 ha strutturato il proprio approccio sulla la norma volontaria ISO 20121 e le Olimpiadi verranno certificate ISO 20121.

La città di Saint-Raphaël (Var) è il primo comune francese ad aver intrapreso una certificazione ISO 20121 per eventi culturali a seguito della riorganizzazione del dipartimento culturale della città. L'intero progetto è durato un anno e mezzo e oggi riguarda l'intero ambito di attività del servizio culturale: concerti musicali, teatro, programmazione teatrale, mostre (con la loro sala di 500 mq), festival jazz, ecc.

<http://www.afnor.org/>

Nella regione PACA, risulta certificato un organizzatore di eventi: Le Truffe Noire.



Il Italia è stata sviluppata la certificazione “Eventi sostenibili – ICEA” che rappresenta un progetto di Corporate Social Responsibility; un supporto agli organizzatori nella riduzione effettiva ed in loco degli impatti ambientali correlabili agli eventi; una metodologia scientifica che valuta e certifica l’impegno di sostenibilità di organizzatori e promotori; uno strumento per la comunicazione dei risultati ottenuti. Può essere applicata a eventi pubblici o eventi aziendali. La certificazione interviene su diversi criteri (non solo ad esempio sulla misurazione della CO<sub>2</sub>). La valutazione del livello di sostenibilità di un evento si ottiene inserendo informazioni nel software Sustainable Event Screening (SES 5.0) che: è validato con audit di terza parte da ICEA, Istituto per la Certificazione Etica ed Ambientale; riprende nel proprio algoritmo scientifico i criteri condivisi e consolidati nella Valutazione di Impatto Ambientale (V.I.A.); contiene una base metodologica che è stata sviluppata in origine con il contributo scientifico del Gruppo di Ricerca sulla Gestione Ambientale (GRGA) dell’Università di Bologna. La certificazione Eventi Sostenibili – ICEA. La certificazione in oggetto è riconosciuta dal network internazionale Sustainable Event Alliance.

In base al livello di sostenibilità ottenuto si ottiene un marchio di certificazione dell’evento, che in associa un colore al livello di sostenibilità dell’evento.

### **Esempi in Sardegna**

Le certificazioni dei seguenti eventi sono nate nell’ambito delle azioni pilota del Piano di Azione Ambientale Regionale 2009 – 2013 della Sardegna.

- S’Ardia di Sedilo 2013
- Appetitosamente Fiera mercato, Siddi 2013
- XX sagra De Su Pani e Saba, Sini, 2013

### **Certificazione delle coste**



Le Bandiere blu d'Europa sono il riconoscimento dell'Unione Europea alle migliori spiagge e agli approdi turistici che hanno mostrato attenzione verso l'ambiente. L'attestato viene rilasciato, sulla base di accurati criteri, dopo una serie di verifiche. L'iniziativa non ha fini di lucro ed è conferita sotto il controllo degli organi dell'Unione Europea. Dal punto di vista tecnico la campagna è curata dalla Fondazione europea per l'educazione ambientale (Fee), che controlla il rispetto dei requisiti. I comuni rivieraschi e gli approdi turistici che intendono candidarsi al riconoscimento della Bandiera blu d'Europa sono tenuti a compilare e restituire un questionario approfondito, che ogni anno la Fee invia. Questo documento, sottoscritto rispettivamente dal sindaco o dal responsabile del porto, è il canovaccio sul quale lavora il comitato che segnala in seguito i candidati alla giuria internazionale. La Bandiera Blu è infatti un riconoscimento internazionale istituito nel 1987, Anno europeo dell'Ambiente, che viene assegnato ogni anno in 48 paesi, inizialmente solo europei, più recentemente anche extra-europei.

Bandiera Blu è un eco-label volontario per la certificazione di qualità ambientale delle località turistiche balneari. L'obiettivo principale del programma è promuovere nei Comuni rivieraschi una conduzione sostenibile del territorio, attraverso una serie di indicazioni che mettono alla base delle scelte politiche l'attenzione e la cura per l'ambiente. Ai fini della valutazione, la qualità delle acque di balneazione è considerata un criterio imperativo, solo le località le cui acque sono risultate eccellenti, possono presentare la propria candidatura.

Per il dettaglio annuale occorre consultare:

<http://www.bandierablu.org/common/blueflag.asp?anno=2017&tipo=approdo>

[https://www.france-voyage.com/francia-citta/pavillon\\_bleu-label.htm](https://www.france-voyage.com/francia-citta/pavillon_bleu-label.htm)

## Premi e riconoscimenti in ambito di turismo sostenibile

Uno strumento diffuso che contribuisce al riconoscimento dell'impegno dei territori o dei portatori di interesse nel settore del turismo sostenibile, è quello dei riconoscimenti "awards". Spesso sono

promossi da associazioni e partenariati pubblico/privato e consistono nel conferire premi cui si associano i "marchi", per condotte esemplari in specifici ambiti.

Lo stimolo al miglioramento delle pratiche in chiave sostenibile si gioca attraverso leve differenti da quelle delle certificazioni. I premi generalmente si basano come le etichette, sulla definizione a monte di criteri e obiettivi che i soggetti candidati (città, operatori ecc.) rispettano volontariamente per l'ottenimento del premio che può consistere in un contributo economico per lo sviluppo di progetti o altro.

I premi agiscono in modo da:

- stimolare un miglioramento nelle pratiche dei candidati;
- promuovere i territori/soggetti premiati, che ambiscono ai premi anche come azioni di marketing;
- contribuire alla realizzazione di progetti;
- favorire il raggiungimento di obiettivi di interesse.

Si citano a seguire alcuni esempi selezionati per diversi motivi: in quanto istituiti dai territori di interesse; in quanto conferiti ai territori del progetto; poichè parte delle politiche europee di promozione del turismo sostenibile e capaci di agire su diverse leve: i territori, i turisti, gli operatori, i fornitori.

<p><b>European Tourism Indicators System for sustainable destination management - ETIS</b></p>	<p><a href="http://ec.europa.eu/growth/sectors/tourism/offer/sustainable/indicators_it">http://ec.europa.eu/growth/sectors/tourism/offer/sustainable/indicators_it</a></p>
<p>PROMOTORE: EU</p> <p>LUOGO E DATA: istituito nel 2017</p> <p>DESCRIZIONE: Il premio è incardinato sul sistema di misura, sviluppato dalla Commissione Europea, delle performance delle destinazioni turistiche relativamente alla sostenibilità. Si tratta di un set di indicatori 'European Tourism Indicators System' (ETIS). Le destinazioni che lo usano possono migliorare la sostenibilità economica preservando la specificità dei propri contesti e favorendo l'accessibilità delle destinazioni turistiche.</p> <p>Vincitore 2016: Visit South Sardinia progetto sviluppato dal 2013, tra le azioni pilota di ETIS, con Cagliari, capofila del progetto e Villasimius, Muravera, Pula, Domus de Maria, con la collaborazione della omonima rete dei consorzi composta dal Consorzio Sardegna Costa Sud, Consorzio di Villasimius, Costiera Sulcitana, APT di Muravera e con il coordinamento e la supervisione scientifica della Prof. Patrizia Modica del Dipartimento di Scienze Economiche e Aziendali dell'Università di Cagliari.</p>	

<p><b>Responsible traveller</b></p>	<p><a href="http://www.travelenjoyrespect.org">www.travelenjoyrespect.org</a></p>
-------------------------------------	---

PROMOTORE: UNWTO, 2017 – INTERNATIONAL YEAR OF SUSTAINABLE TOURISM FOR DEVELOPMENT

LUOGO E DATA: istituito nel 2017 in occasione dell'anno internazionale per lo sviluppo del turismo sostenibile.

DESCRIZIONE: i viaggiatori vengono invitati a condividere le loro esperienze di viaggio sul sito dove devono spiegare perchè dovrebbero essere selezionati per rappresentare il "viaggiatore responsabile". Il vincitore attraverso un viaggio nel mondo verrà supportato da Explore WorldWide e le destinazioni Colombia, Germania, Messico, gli emirati Arabi Uniti di Ras al-Khaimah e la regione Svizzera Lemano, lo ospiteranno anche allo scopo di trarre suggerimenti per il miglioramento delle pratiche di Turismo sostenibile.



**European Green Capital**

<http://ec.europa.eu/environment/europeangreencapital/>

PROMOTORE: EU

LUOGO E DATA: istituito nel a seguito di una iniziativa di 15 città Europee (Tallinn, Helsinki, Riga, Vilnius, Berlin, Warsaw, Madrid, Ljubljana, Prague, Vienna, Kiel, Kotka, Dartford, Tartu & Glasgow) e l'associazione delle città dell'Estonia.

DESCRIZIONE: Le città candidate all' "European Green Leaf Award" vengono valutate sulle seguenti tematiche: cambiamenti climatici e performance energetiche; mobilità sostenibile; natura, biodiversità e uso sostenibile del suolo; qualità dell'aria e rumore; rifiuti ed economia circolare; acqua. Le città candidate devono illustrare le azioni implementate per la minimizzazione degli impatti ambientali e le loro buone pratiche.

Vincitore 2017: Essen, 574,000 abitanti e una densità abitativa crescente. Situata nella Ruhr nello stato federale del North Rhine-Westphalia, ha una storia fortemente condizionata dallo sviluppo industriale e dall'attività estrattiva del carbone iniziata nel 1800.

**European Destinations of Excellence (EDEN)**

[http://ec.europa.eu/growth/sectors/tourism/offer/eden\\_it](http://ec.europa.eu/growth/sectors/tourism/offer/eden_it)


PROMOTORE: Commissione Europea

LUOGO E DATA: 2006

DESCRIZIONE: Promuove il turismo sostenibile, favorisce la visibilità di destinazioni turistiche emergenti in Europa, crea consapevolezza sulla diversità e qualità delle destinazioni turistiche. Le competizioni annuali sono basate su temi come turismo rurale, turismo accessibile ecc.

Vincitore 2015: il tema della competizione è stato l'enogastronomia locale. Le destinazioni vincitrici: Mostviertel Tourism, Austria; Waimes, Belgium; Gornje Medimurje, Croatia; Pitsilia region, Cyprus; Jeseniky, Czech Republic; Hiiumaa, Estonia; Tournus and the Tournougeois, France; Mecsek Greenway, Hungary Skagafjordur Food Chest, Iceland; The Burren Food Trail, Ireland; Guardiagrele, City of Taste, Italy; Latgale region, Latvia; A spit cake in Jaskonys, Druskininkai municipality, Lithuania; Xaghra, Malta; The Silesian Tastes Culinary Route, Poland; Marginimea Sibiului, Romania; Pirot, Serbia; Brda, Slovenia; Goierri, Basque Country, Spain; Gaziantep, Turkey.



 <p><b>Environmental Ship Index</b> <i>The clean vessel premium</i></p>	<a href="http://www.marseille-port.fr/en/Accueil/">http://www.marseille-port.fr/en/Accueil/</a>
<p>PROMOTORE: Porto di Marsiglia</p> <p>LUOGO E DATA: 2017</p> <p>DESCRIZIONE: il Porto di Marsiglia, allo scopo di coinvolgere le compagnie navali nei propri obiettivi di miglioramento della qualità dell'aria, ha introdotto il premio per le "<i>greenest</i>" <i>shipping companies</i>, da assegnare alle navi le cui performance ambientali eccedono e migliorano i requisiti di legge. Il Porto conferma così il proprio coinvolgimento nell'iniziativa World Ports Climate Initiative.</p>	

## Sitografia e bibliografia ragionata

### **Turismo**

Turismo. Economia e Applicazioni, Favro Paris M.M.,(2016), G. Giappicchelli editore

Understanding Urban Ecosystems: A New Frontier for Science and Education, Alan R. Berkowitz, Charles H. Nilon, Karen S. Hollweg (1994), Springer

Trasporto marittimo e gestione ambientale nelle aree portuali italiane, (Rapporto ISPRA, 2016)

<http://www.ecotrans.de/>

### **Etichette ecologiche**

Guide for the certification of tourist accommodation and tour operators in southern Mediterranean countries. Switchmed programme founded by the European Union

<http://www.parks.it/indice/cets/>

[www.europarc-fr.org](http://www.europarc-fr.org)

[www.federparchi.it](http://www.federparchi.it)

<http://www.europarc.org/>

<http://www.laclefverte.org/>

### **Strumenti di gestione ambientale**

<http://www.accredia.it/>

<https://www.iso.org/iso-14001-environmental-management.html>

Emas - Regolamento (CE) n. 1221/09

<http://eur-lex.europa.eu/legal-content/IT/TXT/PDF/?uri=CELEX:32017D0175&from=EN>

[https://www.iso.org/files/live/sites/isoorg/files/archive/pdf/en/sustainable\\_events\\_iso\\_2012.pdf](https://www.iso.org/files/live/sites/isoorg/files/archive/pdf/en/sustainable_events_iso_2012.pdf)



## **Eventi sostenibili organizzazioni**

<http://sustainable-event-alliance.org/join/>

<http://www.necstour.eu/event/calendar>

<http://www.bandierablu.org/common/blueflag.asp?anno=2017&tipo=approdo>

[https://www.france-voyage.com/francia-citta/pavillon\\_bleu-label.htm](https://www.france-voyage.com/francia-citta/pavillon_bleu-label.htm)

## **Bandiere blu**

<http://www.bandierablu.org/common/blueflag.asp?anno=2017&tipo=approdo>

[https://www.france-voyage.com/francia-citta/pavillon\\_bleu-label.htm](https://www.france-voyage.com/francia-citta/pavillon_bleu-label.htm)

## **Casi di studio**

<http://edition.cnn.com/travel/article/green-vacations-sustainable-places/index.html>

<https://sustainabledevelopment.un.org/memberstates/france>

<https://www.iucn.org/content/green-passport-sustainable-tourism-france-overseas>

<http://www.paca.developpement-durable.gouv.fr/acces-aux-sites-suivants-a8697.html>

<http://www.tourism4development2017.org/>

<http://civitas.eu/destinations>

<https://www.entreprises.gouv.fr/qualite-tourisme/qualite-tourismetm-a-landmark-for-your-trip-in-france?language=en-gb>

## **Istituzioni per il turismo**

<http://www2.unwto.org/en>

<https://ec.europa.eu/growth/>

<http://www.unep.org/>

## **Normativa**

Convenzione Marpol 73/78 – prevenzione inquinamento navi (pubblicazione ISPRA)

COM (2002)595 – Comunicazione adottata dalla Commissione dal titolo “Strategia dell’Unione europea per ridurre le emissioni atmosferiche delle navi marittime”

Cruise Ship Tourism, Ross Dowling, Clare Weeden (2017), sezione Planning and management for sustainable cruising

[https://books.google.it/books?id=ePMsDgAAQBAJ&pg=PA452&lpg=PA452&dq=sea+cloud+cruises+sea+cloud+environment&source=bl&ots=\\_51WNraASN&sig=8X5QrOyKLIS4wcs2OepXkv7LNJI&hl=it&sa=X&ved=0ahUKEwjD9\\_nbvuTWAhWoF5oKHWzzDTEQ6AEIczAN#v=onepage&q=sea%20cloud%20cruises%20sea%20cloud%20environment&f=false](https://books.google.it/books?id=ePMsDgAAQBAJ&pg=PA452&lpg=PA452&dq=sea+cloud+cruises+sea+cloud+environment&source=bl&ots=_51WNraASN&sig=8X5QrOyKLIS4wcs2OepXkv7LNJI&hl=it&sa=X&ved=0ahUKEwjD9_nbvuTWAhWoF5oKHWzzDTEQ6AEIczAN#v=onepage&q=sea%20cloud%20cruises%20sea%20cloud%20environment&f=false)

<https://www.ponant.com/pourquoi-ponant/environnement#tab5>

<http://peaceboat.org/english/?menu=73>

<http://www.observatoire-portuaire.fr/>

<http://www.riviera-ports.com/en/port-of-cannes>

## **Norma nazionale e europea**

<http://www.sinanet.isprambiente.it/gelso/tematiche/buone-pratiche-per-il-turismo/normativa-e-documenti-di-riferimento>

<http://www.regione.toscana.it/>

<https://sustainabledevelopment.un.org/memberstates/france>

<https://www.regione.liguria.it/component/content/article.html?id=3120>

<https://www.iucn.org/content/green-passport-sustainable-tourism-france-overseas>

<http://www.regionpaca.fr/economie-emploi/economie-touristique.html>